

Magazine pour les élèves

SOZIAL POLITIK

LE MONDE DU TRAVAIL DE DEMAIN

PROTECTION ET JUSTICE SOCIALE

VIVRE ET TRAVAILLER AVEC UN HANDICAP

FORMATION ET ÉTUDES

www.sozialpolitik.com

Avant-propos

Prévention contre les accidents du travail, couverture sociale universelle, indemnités pour compenser la perte d'un emploi ou le départ en retraite – voici autant de garanties offertes par l'État social et qui sont devenues des acquis sociaux. Il y a 150 ans pourtant, la situation était bien différente de celle d'aujourd'hui. En cas d'accident, de maladie, de chômage ou de vieillesse, les gens n'avaient aucun filet de sécurité auquel se raccrocher. En cas de coup dur donc, ils ne pouvaient que compter sur le soutien de leur famille et devaient faire face aux pires difficultés. Souvent, cela ne suffisait pas pour les protéger de la pauvreté.

Aujourd'hui, les plus grands risques de la vie sont couverts par l'État social, lequel est financé par les

cotisations des jeunes en faveur des plus âgés et des personnes en bonne santé en faveur des personnes malades. La priorité de l'État social, c'est de rendre cette répartition équitable socialement et de garantir la sécurité sociale de chacun.

L'État social doit cependant s'adapter aux défis de l'ère actuelle. Comment la révolution numérique a-t-elle transformé les professions et les entreprises existantes ? Quels nouveaux métiers ont vu le jour ? Comment allons-nous collaborer dans les années qui viennent ? Quelles sont les conséquences du vieillissement de la population sur l'État social ? Ces questions nous concernent tous. Ce magazine vise à apporter des réponses aux élèves et à les inviter à réfléchir eux aussi à ces problématiques.

Sommaire

<u>Numérisation</u>	p. 6
<u>Le monde du travail de demain</u>	p. 8
<u>L'Europe sociale</u>	p. 10
<u>Conseils pratiques pour entrer sur le marché du travail</u>	p. 12
<u>Études et formation professionnelle</u>	p. 14
<u>Droit du travail</u>	p. 16
<u>Droit de cogestion</u>	p. 18
<u>Vivre et travailler avec un handicap</u>	p. 22
<u>Le principe de l'État social</u>	p. 28
<u>Chômage et assurance chômage</u>	p. 32
<u>Assurance vieillesse</u>	p. 35
<u>Les risques de la vie</u>	p. 37
<u>Pauvreté et richesse</u>	p. 40
<u>Justice sociale</u>	p. 46

Mentions légales

Réalisé conjointement par le ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales et Klett MINT GmbH.

Auteurs de la version révisée :

Miriam Binner, Thilo Großer, Manuel Heckel, Louisa Schmidt et Andreas Schulte, Cologne
Elisabeth Schrey
(clôture de la rédaction : octobre 2019)

Réalisation et coordination du projet :
Klett MINT GmbH, Stuttgart

Mise en page du magazine et du fichier PDF accessible à tous :
Full Moon Communication GmbH, Stuttgart

Eduversum GmbH/Brigitte Böslér, eiphan visual solutions GmbH

Photos :

p. 1 : iStock.com/Harbucks, p. 2 - 3 : iStock.com/filistimlyanin, p. 4 - 5 : Freepik, p. 6 : iStock.com/Cecilie_Arcurs, p. 7 : Pixabay.com, p. 8 : iStock.com/baramee2554, p. 10 : iStock.com/gpointstudio, iStock.com/ismailciydem, iStock.com/gpointstudio, Freepik, p. 11 : Vecteezy.com, iStock.com/imaginima, p. 12 : iStock.com/pcess609, p. 14 : iStock.com/MariaUspenskaya, Freepik, p. 15 : iStock.com/Stadtrate, p. 16 : iStock.com/arturbo, p. 18 : iStock.com/Cecilie_Arcurs, p. 19 : iStock.com/FatCamera, p. 20 - 21 : Freepik, Shutterstock.com/Visual Generation, p. 22 : iStock.com/vadimguzhva, p. 24-25 : Privat, p. 26 - 27 : Shutterstock.com/comeback, Freepik, p. 28 : iStock.com/guwendemir, p. 29 : iStock.com/fleaz, p. 31 : Freepik, p. 32 : iStock.com/filmfoto, iStock.com/steluk, p. 34 : Oliver Wallbaum, p. 35 : iStock.com/wundervisuals, p. 37 : iStock.com/FooTToo, p. 39 : Bundesministerium für Arbeit und Soziales, Freepik, p. 40 : iStock.com/Ralf Geithe, p. 41 : Tobias Drobot, p. 42 - 43 : Freepik, p. 44 - 45 : iStock.com/FrankRamsott, Freepik, p. 46 : Shutterstock.com/Arthimedes, p. 47 : imago-images.de, p. 48 : Pixeden

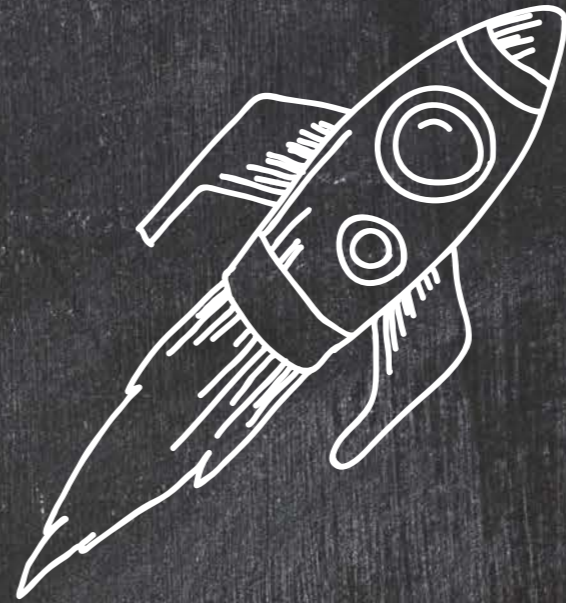
Internet et courrier électronique :

www.sozialpolitik.com,
redaktion@sozialpolitik.com

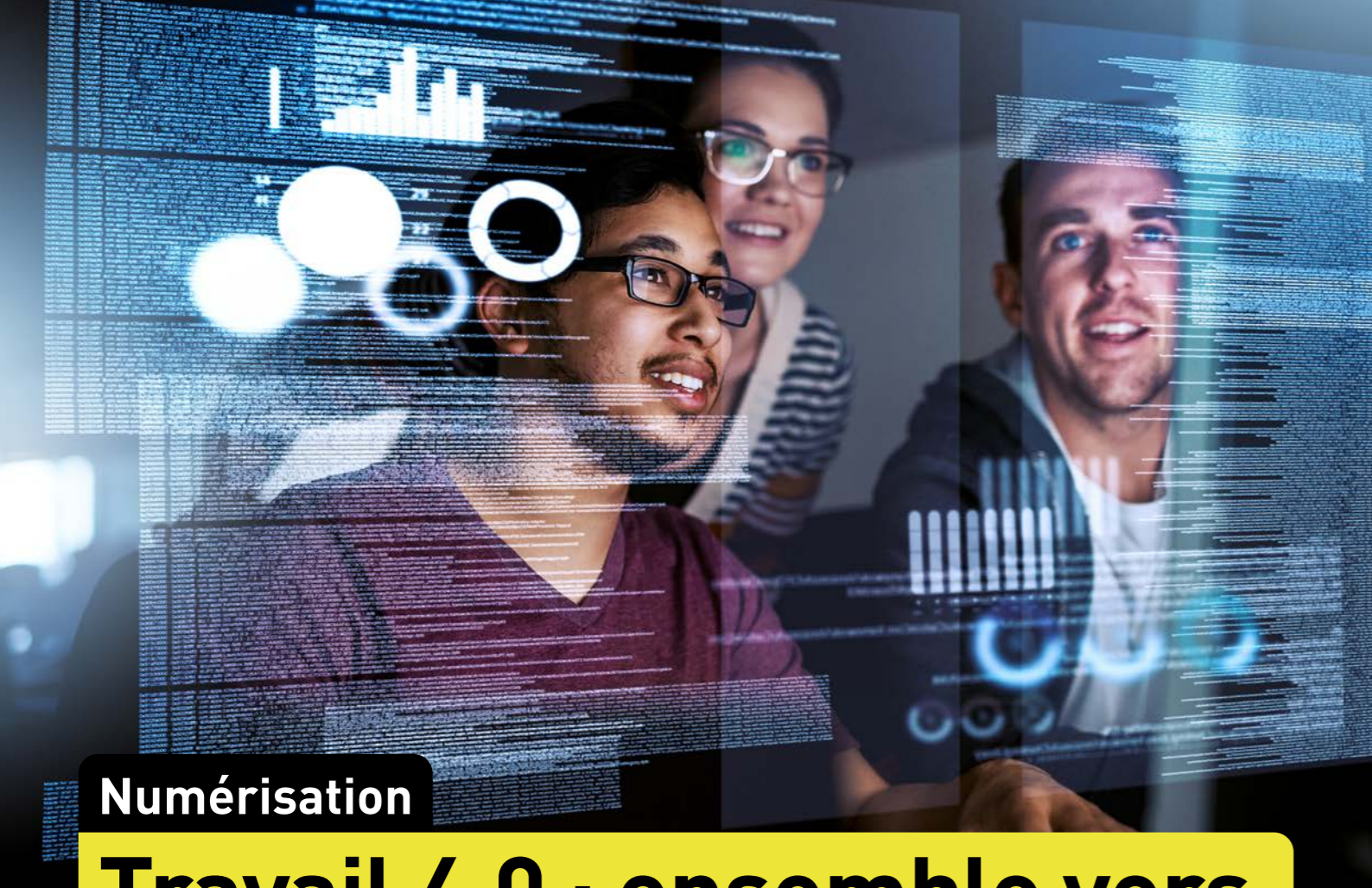
L'école se termine bientôt. Et maintenant ? Beaucoup d'élèves ont du mal à choisir leur futur métier et leur future formation. Comment trouver la profession qui leur apportera non seulement un bon revenu et la sécurité, mais également du plaisir et du sens ? Le choix n'est pas plus facile aujourd'hui qu'hier. Cependant, peu importent la formation ou les études entamées, au final, l'apprentissage tout au long de la vie professionnelle s'imposera. La grande majorité des métiers verront leur quotidien transformé par de nouvelles technologies. À l'ère numé-

rique, il sera dès lors de plus en plus important de tenir ses connaissances et ses compétences à jour. De plus, celui qui utilise les offres de qualification et de formation continue profite aussi de nouvelles opportunités professionnelles et perspectives de carrière.

De nombreux chemins mènent au marché du travail. Les élèves peuvent trouver de l'aide en matière d'orientation professionnelle auprès des conseillers de l'Agence pour l'emploi. Quelques portails centraux sont également utiles (p. 12-13).



Pas d'inquiétude
pour l'entrée sur le
marché du travail



Numérisation

Travail 4.0 : ensemble vers un nouveau monde

La numérisation bouleverse le monde du travail : de nouveaux outils et modes de collaboration changent le quotidien des travailleurs. Si elle inquiète beaucoup d'entreprises, cette évolution offre justement de belles opportunités aux débutants sur le marché du travail.

Un collègue cobot comme robot à tout faire : onze entreprises de construction mécanique des environs d'Arnsberg ont acheté ensemble un robot capable de collaborer étroitement avec l'homme et qui peut constamment être adapté à de nouvelles tâches au moyen de simples pièces. Toutes les x semaines, cet appareil de pas moins de 35 000 euros change d'usine. Sur le nouveau site, le robot est alors prêt pour un projet avec des apprentis.

Chez le constructeur de machines à souder IDEAL-Werk de Lippstadt, cinq apprentis de différents métiers ont ainsi dû réaliser une grille en acier : ils

ont commencé par concevoir la grille ensemble, ont ensuite calculé les coûts et dépenses et enfin programmé le robot. Au début, les calculs des travailleurs novices étaient très

25 %

des salariés occupant des postes soumis aux cotisations de sécurité sociale en Allemagne exercent un métier dont des tâches essentielles pourraient en théorie être à l'avenir effectuées par des machines pilotées par ordinateur. Cette estimation a été réalisée par l'Institut allemand de recherche sur le marché du travail et la formation sur la base de données de 2016.

approximatifs, mais tous les défis ont fini par être relevés dans un sprint final. Ce qui a valu aux apprentis les félicitations de leurs formateurs et de la direction : « Le projet a été une

vraie réussite pour nous parce que nous avons appris à collaborer en tant qu'équipe », déclare fièrement un participant. Ce projet illustre la mutation du monde du travail : au lieu de structures rigides, des équipes flexibles constituées pour une tâche précise gagnent en importance. Les technologies alternatives changent les manières traditionnelles de travailler et de gagner de l'argent dans les entreprises. Tous ces changements sont résumés sous le mot-clé « Travail 4.0 ». Ce terme s'inspire de l'« Industrie 4.0 », qui décrit la mise en réseau croissante des appareils et des produits. Pas à pas, projet par projet, notre façon de travailler change. Les travailleurs actuels sont en plein milieu de cette évolution et les jeunes qui entrent sur le marché du travail la sentent dès le premier jour.

« Il n'y a qu'une chose qui coûte plus cher à terme que l'éducation : l'absence d'éducation. »

John F. Kennedy,
président des États-Unis de 1961 à 1963



La numérisation accélère le rythme du changement. Elle est même aux commandes à plusieurs égards :

- **Modèles économiques** : de nouveaux marchés numériques apparaissent pour les chaussures et les livres, mais aussi pour la mobilité, les hôtels ou les outils. Des entreprises doivent également se demander si elles veulent continuer à vendre des produits ou plutôt les louer aux utilisateurs pendant un certain temps. Pour cette raison, les profils professionnels changent en beaucoup d'endroits.

- **Collaboration** : de nos jours, une voiture est un ordinateur sur roues à l'élaboration duquel participent d'emblée, aux côtés du constructeur, des collaborateurs du service informatique, des designers et des spécialistes du calcul des coûts. C'est pareil pour beaucoup d'autres produits. Le travail dans des équipes pluridisciplinaires va augmenter. Et parce que les outils numériques permettent de travailler de n'importe où dans le monde, la collaboration passera davantage par les vidéoconférences et documents virtuels.

- **Développement** : comme on peut comparer les produits à l'échelle mondiale, la concurrence est plus forte. Les nouveaux développements doivent être terminés plus vite qu'avant. Autrefois, on passait de longs mois à peaufiner une idée que la hiérarchie examinait ensuite avant de décider des étapes suivantes. À présent, le développement se fait

de plus en plus par petits segments : en une semaine, on ajoute une nouvelle fonctionnalité et, la suivante, on améliore le design. Cette approche dite « agile » permet aux entreprises de travailler plus vite.

- **Technologie** : une foule de nouvelles technologies sont en passe de changer la production. Les cobots facilitent par exemple le travail dans l'industrie en soulageant les travailleurs des tâches lourdes. Les imprimantes 3D permettent de fabriquer des pièces individuelles à des coûts relativement peu élevés. Il faut y ajouter les logiciels : des programmes de plus en plus intelligents s'acquittent des tâches routinières, par exemple dans la comptabilité ou la gestion du personnel. Le travail de demain sera donc différent : **les machines et ordinateurs pourraient se charger à l'avenir de nombreuses tâches standard.** Le côté positif est que cela offre plus de liberté d'action aux travailleurs. Au lieu de taper des tableaux Excel, ils peuvent ainsi réfléchir à des solutions créatives. Ces évolutions inquiètent cependant aussi : certains ont peur de voir leur travail disparaître et de se retrouver au chômage. **La flexibilité aussi a ses avantages et ses inconvénients** : beaucoup de travailleurs apprécient de pouvoir vite répondre à un e-mail de chez eux sans devoir se rendre au bureau pour cela. D'autres craignent que la frontière entre le travail et le temps libre ne devienne floue. En outre, les travailleurs indépendants pourraient devenir plus nom-

breux dans certains secteurs parce que leurs connaissances pointues ne seraient requises que pour des projets précis. Ou parce que les entreprises ne pourraient plus estimer exactement le nombre de collaborateurs nécessaires selon le moment. Cela peut amener des personnes et la société dans son ensemble à devoir repenser la protection sociale (p. 28).

Les jeunes ont de belles opportunités sur le marché du travail de demain (p. 12) : une formation solide – que ce soit en alternance ou dans l'enseignement supérieur – leur donne la base nécessaire. Bien sûr, des professions nouvelles apparaîtront peut-être, comme pilote de drone ou ingénieur 3D. Il ne faut néanmoins pas toujours réinventer la roue : **les écoles professionnelles et supérieures et les entreprises s'emploient constamment à transmettre les connaissances techniques les plus récentes aux jeunes qui entrent sur le marché du travail (p. 9).**

En effet, sur les 326 filières de formation en alternance reconnues en Allemagne, un bon tiers a déjà été modernisé au cours des dix dernières années. Ce faisant, le programme de formation a été adapté aux exigences économiques et technologiques actuelles et à venir. « **Le travail ne va pas disparaître, mais changer, et cela en permanence** », déclare Hubertus Heil, ministre allemand du Travail.



Le monde du travail de demain

En quête de cerveaux

Beaucoup d'entreprises manquent de collaborateurs, une tendance croissante. Quelles sont les solutions pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre ?

Sur la carte de l'Allemagne, le rouge vif domine : chaque mois, l'Agence pour l'emploi publie un aperçu des Länder dans lesquels certains métiers sont en pénurie. À l'été 2019, ce document montre par exemple qu'on manque d'informaticiens dans le Bade-Wurtemberg, en Sarre et dans le nord du pays. Dans les technologies liées à l'énergie ou dans les soins aux personnes âgées, la pénurie de personnel qualifié est nationale, tout comme pour les chauffeurs professionnels. **Les entreprises ont aussi plus de mal à recruter qu'autrefois dans beaucoup d'autres métiers.**

En 2018, d'après les chiffres de la Fédération allemande des chambres de commerce et d'industrie (DIHK), des postes de formation n'ont ainsi pas trouvé preneur dans une entreprise allemande sur trois. Par ailleurs, dès à présent et dans les prochaines années, de nombreux travailleurs vont prendre leur retraite (p. 35). Cette combinaison représente un danger pour l'économie : si des emplois restent inoccupés, le travail ne peut pas être fait et à un moment donné, les entreprises doivent refuser des commandes. Pour cette raison, le monde politique et économique étudie de nombreuses stratégies destinées à améliorer la situation. **L'automatisation peut être une solution dans certaines professions :** lorsqu'un robot se charge des activités

annexes, les collaborateurs peuvent se concentrer sur des tâches plus importantes. À leur échelle, **beaucoup d'entreprises améliorent leurs offres aux collaborateurs pour les attirer.** Elles peuvent par exemple proposer des salaires plus élevés (p. 19), davantage de possibilités de formation continue ou des horaires plus flexibles. **La loi sur l'immigration de travailleurs qualifiés** a été adoptée au cours de l'été 2019 afin de faciliter la recherche de personnel qualifié à l'étranger. Depuis mars 2020, il est plus facile de recruter des collaborateurs dans des États tiers et de faire reconnaître les qualifications professionnelles et diplômes obtenus dans leur pays d'origine.

1 389 000

postes à pourvoir ont été dénombrés par l'IAB à l'été 2019. Ils se répartissaient comme suit entre les différents secteurs :

Services	734 000
Industrie manufacturière	151 400
Bâtiment	142 500
Vente et réparation de voitures	139 000
Transport et logistique	94 000
Information et communication	61 000
Administration publique	24 000
Services financiers et assurances	20 000
Agriculture et sylviculture	14 000
Mines, énergie, eau et déchets	10 000

Source : Institut allemand de recherche sur le marché du travail et la formation (IAB), relevé des offres d'emploi de l'IAB, Nuremberg 2019, situation au 2e trimestre 2019

Apprentissage tout au long de la vie

Vous en avez fini avec l'école, les stages, la formation ? Rien n'est moins sûr. Les formations continues ont toujours fait partie de la vie professionnelle. **À l'avenir, toutefois, les exigences des fonctions vont évoluer encore plus rapidement** parce que de nouvelles technologies apparaissent ou que les chaînes de création de valeur changent. La question de la formation retient dès lors fortement l'attention : « Avec la numérisation croissante de l'économie et de la société, l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie augmente », explique Friedrich Hubert Esser, qui dirige l'Institut fédéral allemand pour la formation professionnelle (BIBB).

Qu'est-ce que cela signifie ? La clé de l'entrée sur le marché du travail est la formation en alternance ou dans l'enseignement supérieur. De nouveaux éléments de formation s'ajoutent cependant après : les chambres de commerce et d'industrie offrent des cours avec certification qui permettent aux travailleurs de se perfectionner en plusieurs semaines dans des matières spécifiques. En quelques semaines ou mois, on peut ainsi obtenir une qualification supplémentaire reconnue de responsable marketing en ligne, de délégué à la protection des données ou

de recruteur en ligne. Dans les métiers artisanaux aussi, il existe des offres de formation continue accélérée et de nouvelles possibilités, allant jusqu'à celle de faire des études sans avoir le baccalauréat (p. 12). Grâce aux plateformes numériques, il est également plus facile de suivre **des cours en ligne tout en travaillant.** Chaque C.V. devient ainsi unique.

Le monde économique et politique a entre-temps reconnu la nécessité de soutenir l'évolution vers l'apprentissage tout au long de la vie. La formation professionnelle continue est ainsi encouragée par une série de mesures ciblées qui permettent aux entreprises, aux salariés et aux agences pour l'emploi de réagir aux besoins en qualifications et de recevoir une aide financière. Comme la future société du travail sera, encore plus qu'aujourd'hui, une société de la connaissance fondée sur la formation et l'apprentissage tout au long de la vie, le ministre allemand du Travail, Hubertus Heil, a déclaré : « Si nous voulons saisir les opportunités de la transformation numérique, l'Allemagne doit investir davantage dans les qualifications et la formation continue. »



Compétences intelligentes

Les compétences spécialisées sont au cœur du C.V. Cependant, dans un monde du travail en pleine mutation (p. 6), les compétences non techniques gagnent en importance. Parmi celles-ci figurent entre autres l'intelligence sociale, la créativité, le sens de la communication, la capacité de coopération et les compétences critiques, interactives et analytiques.

Trois exemples concrets :

1. Communication :

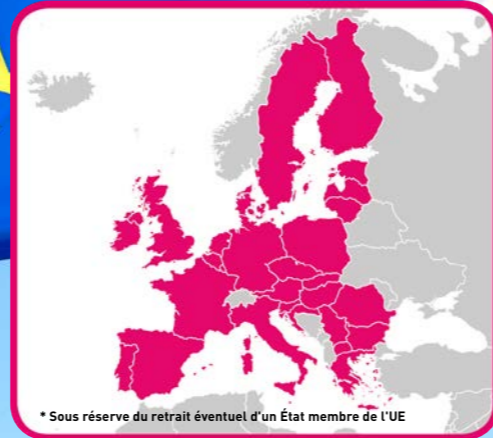
De plus en plus de métiers collaborent étroitement en équipes. Les travailleurs doivent dès lors pouvoir présenter leurs connaissances spécialisées de façon accessible à tous.

2. Capacité de décision :

Les collaborateurs s'occupent désormais des questions que l'on ne peut pas confier aux ordinateurs. De plus en plus de travailleurs ont dès lors pour tâche quotidienne de prendre des décisions mûrement réfléchies après avoir soupesé le pour et le contre des différentes solutions.

3. Responsabilité personnelle :

Que faut-il faire d'ici tel délai, que peut-on faire et qu'est-ce qui est réalisable ? À l'avenir, les employés répondront plus souvent seuls à ces questions. En effet, les supérieurs ne maîtrisent plus les domaines de spécialité de leurs collaborateurs et se concentrent sur la coordination des équipes et la médiation en cas de problème.



L'Europe sociale

La cohésion au sein de l'UE

L'Union européenne (UE) a été fondée sur des valeurs communes. Les États membres de l'UE se sont mis d'accord pour vivre ensemble de manière libre et démocratique et dans le respect du principe d'égalité, de l'État de droit et des droits de l'Homme.

L'UE est aussi une communauté économique, ce qui se traduit notamment par l'absence de droits de douanes entre les différents États membres. Grâce à cette communauté économique, il est désormais plus facile pour un constructeur automobile allemand, par exemple, de vendre ses voitures à l'étranger.

Par ailleurs, dans les pays les moins riches de l'UE, les salaires sont souvent plus bas, si bien que les entreprises ont tout intérêt à y implanter leurs sites de production. Pour ces pays plus pauvres, c'est synonyme à long terme de création de richesse et d'emplois.

La communauté économique est également bénéfique pour les individus. Il existe en effet au sein de l'UE ce qui s'appelle la libre circulation des travailleurs. Concrètement, cela signifie que les citoyens européens peuvent choisir dans quel État membre ils souhaitent travailler. De plus, chaque Européen travaillant hors de son pays d'origine

bénéficie des mêmes droits, en particulier sur le plan salarial, que les salariés locaux.

Nombreux sont les citoyens d'Europe de l'Est à profiter de cette liberté de circulation des travailleurs pour faire carrière en Europe de l'Ouest dans des secteurs tels que la restauration ou la santé. Tous bénéficient d'une couverture sociale grâce aux règlements communautaires relatifs à la coordination des régimes de sécurité sociale. Chaque État membre continue néanmoins d'appliquer son propre modèle, raison pour laquelle les allocations chômage, par exemple, peuvent varier d'un État à l'autre.

« L'Europe ne se réalisera vraiment qu'au moment où les conditions de vie seront quasiment les mêmes partout. Alors seulement pourra-t-on parler d'un partenariat „d'égal à égal“. Faisons-nous suffisamment d'efforts pour y parvenir ? »

Leonie, 17 ans

« Je suis avant tout européen. Étudier en France, faire un stage en Slovaquie, travailler quelques années au bord de la Méditerranée et choisir de s'installer en Suède, le tout sans avoir à se soucier des questions d'assurance maladie, de cotisations retraite ou d'allocations chômage – il n'y a qu'en Europe que c'est possible ! »

Aleksey, 21 ans

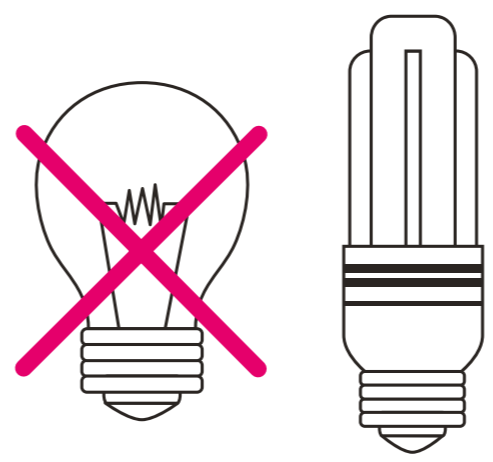


L'UE dans la vie de tous les jours



L'UE est présente au quotidien. Les citoyens de 19 pays européens paient en euros et le temps est fini où il fallait montrer sa pièce d'identité pour passer d'un pays à l'autre. Ce qui est moins connu, en revanche, c'est que la grande majorité des lois de protection des consommateurs en Allemagne découlent d'initiatives européennes. Étiquetage des denrées alimentaires et des médicaments, normes d'hygiène et de sécurité,

normes sanitaires pour l'eau potable - voici quelques exemples de réglementations européennes. Par ailleurs, grâce à l'UE, téléphoner ou aller sur internet via son téléphone portable coûte le même prix, que l'on soit dans son propre pays ou dans un autre État membre. Enfin, depuis mai 2018, un nouveau règlement général sur la protection des données régit le traitement des données personnelles, y compris sur internet.



La même réglementation pour tous

Depuis plusieurs années, l'UE veille à ce que les éclairages à incandescence soient retirés du marché et, désormais, les ampoules énergivores ne peuvent plus être commercialisées.

Pas toujours évident de se mettre d'accord

Les États membres de l'UE ne sont pas toujours d'accord. C'est ainsi que Google, Facebook et les autres géants américains du numérique se sont retrouvés dans le collimateur de plusieurs États membres de l'UE. La raison : ces entreprises

gènèrent en Europe des chiffres d'affaires colossaux et ne paient quasiment aucun impôt. Pourtant, les membres de l'UE ne sont pas parvenus à un compromis pour taxer le secteur du numérique.

La Cour de justice de l'Union européenne a le dernier mot

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) est installée au Luxembourg et représente la plus haute juridiction de l'UE. Si une juridiction nationale a une question relevant du droit européen, elle peut la soumettre à la CJUE, qui tranchera. La cour nationale devra ensuite en tenir compte dans sa décision finale. La CJUE peut également être saisie lorsqu'un État membre estime qu'un État membre ou une institution européenne enfreint la législation européenne. Ainsi, au printemps 2019, l'Autriche a intenté une action devant la CJUE afin de s'opposer au projet de loi allemand prévoyant de faire payer l'utilisation des autoroutes allemandes par les véhicules immatriculés à l'étranger. La CJUE a retenu le caractère discriminatoire de ce projet et l'Allemagne a dû abandonner son projet de taxe autoroutière.

FSE : soutenir l'emploi et l'intégration

Le Fonds social européen (FSE) est l'instrument le plus important que l'UE a conçu pour favoriser l'emploi. Il a pour objectif premier de remettre les jeunes défavorisés, les chômeurs de longue durée et les migrants sur le marché du travail. Pour ce faire, il apporte à ces derniers une aide pratique. Des conseillers accompagnent ainsi les jeunes lors de leurs premiers pas dans la vie professionnelle. Ils aident aussi les migrants à préparer leur candidature à une offre d'emploi lorsque la question de la langue se pose.





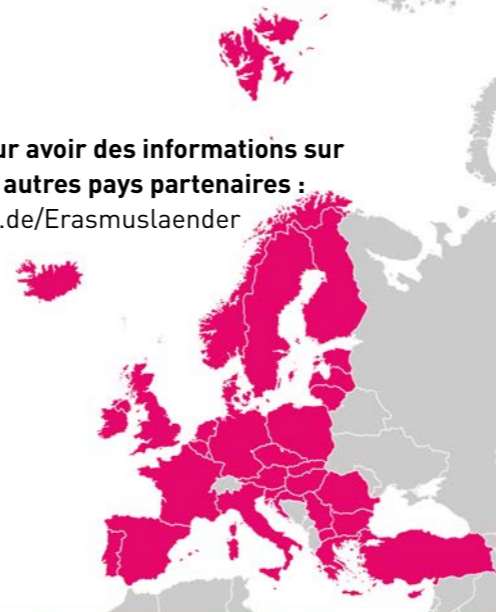
Élargir son horizon

Pays partenaires du programme Erasmus+

Belgique, Bulgarie, République tchèque, Danemark, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Croatie, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Malte, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie, Finlande, Suède, Islande, Liechtenstein, Macédoine du Nord, Norvège, Serbie et Turquie.

*Sous réserve du retrait éventuel d'un État membre de l'UE

Pour avoir des informations sur les autres pays partenaires : t1p.de/Erasmuslaender



Études et formation professionnelle

Se former à l'étranger

Vivre de nouvelles expériences grâce au programme Erasmus+

À travers son programme Erasmus+, l'Union européenne souhaite non seulement encourager les jeunes à s'investir dans la société, mais aussi les aider à partir plus facilement à l'étranger. Le programme Erasmus+ s'adresse aussi bien aux lycéens, apprentis et élèves des écoles professionnelles qu'aux étudiants de

450 000

offres de stage proposées à travers le programme Erasmus+

l'université. Il propose notamment des bourses d'études ou des offres de stage à l'étranger. Il permet également de faire un double diplôme (niveau master) dans plusieurs universités européennes. Une participation aux frais de voyage, frais courants et vie de tous les jours est prévue pour les jeunes qui ont choisi

de faire un volontariat dans le cadre du Service Volontaire Européen ou du Corps européen de solidarité. Elle est également prévue pour les jeunes qui contribuent à la reconstruction de sites historiques, s'engagent auprès de malades chroniques ou s'impliquent dans des projets culturels en faveur des enfants défavorisés. Le volontariat dure entre 2 et 12 mois. Pour participer, il suffit de se situer dans la bonne tranche d'âge, à savoir être âgé de 18 à 30 ans (17 ans au moment de l'inscription). L'objectif d'Erasmus+ est d'offrir aux jeunes des possibilités d'apprentissage en dehors de leur pays d'origine. C'est pour cette raison que les participants reçoivent de l'argent et un appui logistique au cours de leur séjour à l'étranger. D'un autre côté, ce programme profite aux organismes de formation, aux institutions sportives et aux centres de la jeunesse,

qui obtiennent des subventions pour proposer de nouveaux projets, partenariats et volontariats. Le projet a été doté de près de 15 milliards d'euros jusqu'en 2020.

650 000

élèves d'écoles professionnelles et apprentis obtiennent une bourse

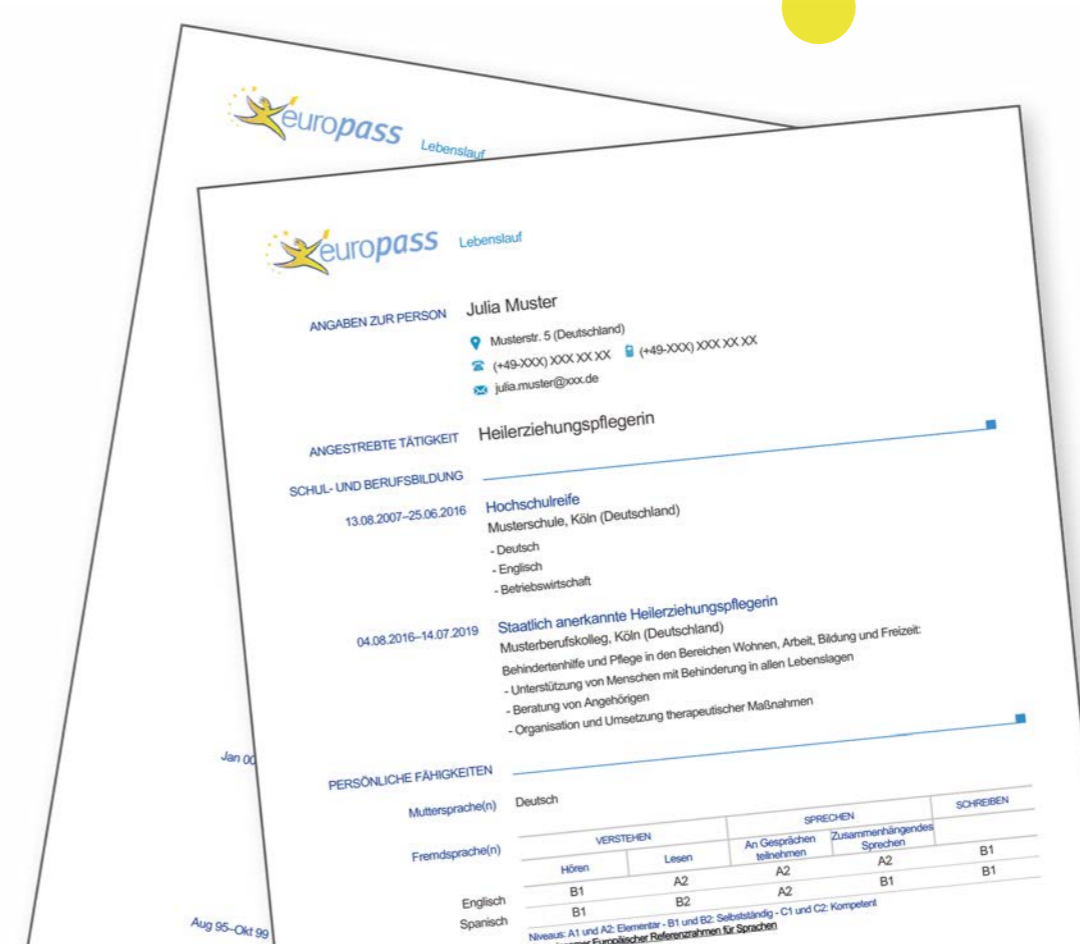
Sur le plan politique, c'est la coopération étroite entre les États membres de l'Union européenne qui est privilégiée. Cela passe notamment par des échanges de bonnes pratiques dans les domaines de l'éducation ou en faveur de la jeunesse. Les programmes d'échanges internationaux visent également à améliorer les perspectives de carrière des jeunes en Europe et, à terme, à contribuer à la baisse du chômage et à une meilleure qualification des travailleurs.

Mettre toutes les chances de son côté !



Quand on postule à un poste, il est essentiel de soigner sa candidature. Sur internet, on trouve de nombreux conseils et modèles de documents pour réussir sa candidature dans l'UE. L'initiative Europass propose des documents types (CV, Passeport européen de compétences et Europass Mobilité) qui permettent de présenter des compétences de manière claire et compréhensible, et ainsi mettre toutes les chances de son côté. Le Passeport

de compétences récapitule les aptitudes et connaissances linguistiques du candidat et l'Europass Mobilité permet de présenter ses expériences à l'étranger. Le Youthpass, quant à lui, décrit et valide les expériences et compétences acquises en marge de son parcours scolaire ou professionnel. Il peut s'agir, par exemple, d'un engagement associatif, d'une activité musicale ou artistique, d'un projet social ou encore de connaissances informatiques.



Informations et témoignages

- t1p.de/Erasmusplus
- t1p.de/Europaeische-Kommission-Erasmusplus
- t1p.de/Auslandspraktikum-mit-Erasmus
- t1p.de/Jugend-fuer-Europa
- t1p.de/Azubi-mobil
- t1p.de/Youthreporter
- t1p.de/Europass
- t1p.de/Youthpass

S'assurer à l'étranger

Avant de partir pour l'étranger dans le cadre d'Erasmus+, il convient de vérifier en détail ce qui est couvert par son assurance. En effet, le programme n'assure pas automatiquement ses bénéficiaires en cas d'accident ou de dommages. Les stagiaires qui partent dans le cadre d'Erasmus+ doivent ainsi bien vérifier si leur assurance responsabilité civile les couvre également sur leur lieu de travail à l'étranger. Il est aussi possible de se renseigner sur la manière de se faire assurer par son employeur.



Droit du travail

Un cadre adéquat pour un travail de qualité

Du premier contact au dernier courrier, des dispositions légales garantissent des relations équitables entre les employeurs et les travailleurs. Le problème du droit est qu'en cas de vrai conflit, il faut souvent demander à des professionnels – généralement des avocats spécialisés en droit du travail – d'analyser les détails. Voici les principaux points :

Candidature

Les entreprises doivent rédiger des offres d'emploi **non discriminatoires** et par exemple éviter de préciser le sexe des collaborateurs recherchés – donc ne pas demander explicitement « une secrétaire » ou « un mécanicien ». Dans l'entretien d'embauche, toute une série de **questions** trop personnelles ou discriminatoires sont **interdites**, comme celles concernant les souhaits de grossesse, l'appartenance à un parti ou à un syndicat, ou la situation du compte en banque. Si le travail est particulièrement lourd ou dangereux, les employeurs doivent le mentionner clairement au cours de la procédure de recrutement.

Contrat de travail

Même si un contrat de travail ne doit pas nécessairement être conclu par écrit, c'est toutefois recommandé. En l'absence de contrat de travail écrit, les principales conditions de travail doivent être mises par écrit, signées et remises aux travailleurs au plus tard un mois après l'entrée en fonction. **Ce document doit contenir** : la date de prise de fonction, le lieu de travail, les tâches des travailleurs, leurs horaires. Et, bien sûr, le montant de la contrepartie financière payée par l'entreprise comme rémunération du travail et les prestations supplémentaires qui peuvent s'y ajouter. Les congés – au minimum 24 jours ouvrables dans le cas d'une semaine de 6 jours – doivent aussi y être notés. Les dispositions de la loi allemande sur la protection du travail des jeunes s'appliquent à ces derniers. S'il existe une **convention collective** [p. 19], un grand nombre de ces points y sont déjà réglés. En principe, les employeurs et les travailleurs peuvent négocier librement les conditions de travail.



Ligne d'assistance téléphonique

Vous avez des questions sur un point du droit du travail ? Le ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales a mis en place une ligne téléphonique.

Du lundi au jeudi, des experts répondent de 8 h à 20 h à toutes vos questions sur des problèmes précis au :

030 221 911 004

Limitation de durée

Quatre nouveaux contrats de travail sur dix environ sont conclus avec une limitation de durée. Cela signifie que l'emploi prend fin au terme d'un délai convenu. Dans le cas de nouveaux recrutements, c'est autorisé pour maximum deux ans en tant **que contrat à durée déterminée facilité**. Les jeunes entreprises de type start-up peuvent aussi limiter la durée des contrats de leurs travailleurs au cours de leurs premières années. En outre, il existe aussi des **contrats à durée déterminée pour raison objective**. Les entreprises peuvent également employer des travailleurs à durée déterminée après une formation, pour un projet limité dans le temps ou pour un remplacement.

Protection contre le licenciement

On ne peut pas être simplement mis à la porte : les lois en matière de licenciement protègent les employés contre les licenciements spontanés et injustes.

Un licenciement pour motif économique peut ainsi être justifié si une entreprise dans son ensemble ou un service n'a plus de commandes et ne peut pas proposer d'autre emploi approprié ailleurs.

Le licenciement sans préavis est possible en cas d'infraction, comme les injures, la violence, le harcèlement sexuel ou le refus obstiné de travailler. On peut porter plainte contre un licenciement devant un **tribunal du travail**.

Les apprentis bénéficient d'une **protection particulière contre le licenciement**, de même que les femmes enceintes, les mères jusque quatre mois après leur accouchement, les personnes lourdement handicapées, les volontaires du service militaire et les travailleurs en congé parental ou en congé de soins à des personnes dépendantes.

Obligations

Le droit du travail contient des dispositions qui accordent des droits aux travailleurs, mais qui leur imposent aussi des obligations.

- Les supérieurs ont le droit de donner des instructions sur la manière d'effectuer une tâche. Le pouvoir d'instruction des employeurs, aussi appelé droit de direction, peut porter sur le contenu, l'exécution, les horaires et le lieu de travail. Les employeurs peuvent définir plus précisément les tâches mentionnées dans le contrat de travail ou la convention collective. Les travailleurs doivent suivre les instructions. Celles-ci peuvent contenir également des indications sur les vêtements de travail, l'utilisation d'internet et du téléphone, et des interdictions de fumer.
- Les activités secondaires sont en principe autorisées. Mais attention : une activité secondaire peut être interdite lorsqu'elle sollicite tellement le travailleur que celui-ci ne peut plus, ou seulement de façon insuffisante, accomplir sa tâche principale parce qu'il est par exemple constamment fatigué.
- Les travailleurs sont en principe tenus à la confidentialité concernant les secrets commerciaux et industriels, également sur les réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter.
- Les travailleurs doivent avertir immédiatement l'employeur en cas de maladie. Ils peuvent le faire oralement ou par téléphone. Attention : si la maladie dure plus de trois jours, ils sont tenus, au plus tard le quatrième jour, de présenter un certificat médical mentionnant l'existence de leur incapacité de travail et sa durée. Les entreprises peuvent exiger un certificat dès le premier jour.

Lignes directrices pour un monde du travail flexible

S'installer tous les matins au même bureau, prendre son poste chaque jour dans la même usine : le lieu de travail est fixé dans le contrat de beaucoup de travailleurs et ne peut pas être simplement modifié par l'entreprise, sauf si le contrat indique qu'il est possible de travailler à différents endroits. À l'heure actuelle, de nombreuses entreprises offrent davantage de flexibilité en matière de lieu et d'horaire, comme elles y sont autorisées.

Journée de travail : selon la loi sur le temps de travail, la journée de travail de huit heures est en principe la règle. Toutefois, en cas de pic de travail, les horaires peuvent être allongés jusqu'à dix heures de travail par jour ouvrable. Cet allongement doit cependant être à nouveau ramené à huit heures en moyenne dans un délai de six mois. Les jeunes ne peuvent pas travailler plus de huit heures par jour et quarante heures par semaine. La semaine de cinq jours s'applique en principe à eux.

Temps partiel : vous gagnez assez et aimeriez avoir plus de temps pour votre famille ou pour une formation ? Un droit au travail à temps partiel s'applique dans les entreprises de plus de quinze travailleurs. Dans les plus grandes entreprises, le travail peut aussi être réduit pendant une période précise uniquement. C'est ce que l'on appelle le temps partiel de passage.

Travail mobile : beaucoup d'entreprises allemandes ont des règles en matière de travail mobile. Leurs employés peuvent alors travailler de chez eux ou à l'extérieur. C'est une décision volontaire de l'employeur. Il va de soi que celui qui télétravaille doit être joignable pour ses collègues pendant ses heures de travail convenues.



Droit de cogestion

Les travailleurs participent aux décisions

Un comité d'entreprise défend les intérêts communs des travailleurs vis-à-vis de la direction. Dès que cinq travailleurs au moins travaillent en permanence ensemble, ils peuvent élire un comité d'entreprise. L'élection n'est pas une obligation, mais un droit. La loi sur l'organisation interne des entreprises précise les différents droits de participation du comité d'entreprise, par exemple :

- **Cogestion** : l'influence du comité d'entreprise est la plus grande concernant les règles en matière d'horaires de travail, de congés, d'heures supplémentaires et de protection du travail et de la santé. Les employeurs ne peuvent prendre de décisions à ce sujet qu'en concertation avec le comité d'entreprise.

- **Coopération** : les employeurs doivent obtenir l'accord du comité d'entreprise pour les décisions en matière de personnel telles que les recrutements et les mutations. Le comité d'entreprise peut refuser de donner son accord dans certains cas énumérés par la loi. Si un employeur veut exécuter une décision relative au personnel malgré le refus du comité d'entreprise, il doit demander l'autorisation au tribunal du travail.

- **Consultation** : un licenciement est une décision lourde de conséquences pour la vie des travailleurs. C'est pourquoi il n'est pas valable si l'employeur n'a pas préalablement consulté le comité d'entreprise. Si celui-ci peut contester le licenciement, il ne peut cependant pas l'empêcher.

Le nombre d'entreprises qui possèdent un comité d'entreprise est légèrement reparti à la hausse récemment. En 2018, 41 % des travailleurs allemands travaillaient dans une entreprise comptant un tel comité. Parmi celles-ci figurent surtout de grandes entreprises, mais assez peu de petites entreprises de services. Les formes d'emploi flexibles, comme les mini-jobs, le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée, compliquent la création d'un comité d'entreprise. Dans l'administration, les fonctionnaires élisent une représentation du personnel, qui a des droits similaires à ceux du comité d'entreprise.

Les partenaires sociaux cherchent des solutions communes

Les travailleurs d'un secteur ou qui exercent des métiers similaires peuvent s'organiser en syndicats interentreprises. Celui-ci défend leurs intérêts et offre des services, comme des conseils juridiques et une assistance judiciaire. Les employeurs peuvent aussi s'unir et adhérer à une organisation patronale. Le droit des membres d'un syndicat et des patrons de défendre collectivement leurs intérêts est appelé la liberté d'association et est protégé par la Loi fondamentale.

Les syndicats et les organisations patronales prennent des accords importants pour les travailleurs dans les entreprises et inscrivent les conditions de travail convenues dans des conventions collectives. Les deux parties aux conventions négocient entre elles sans droit d'immixtion de l'État. On parle donc d'autonomie contractuelle des partenaires sociaux : en Allemagne, il appartient en premier lieu aux partenaires sociaux de s'accorder sur les salaires et les indemnités d'apprentis-

sage ou de passer des accords sectoriels sur les horaires et les primes pour le travail en équipe ou la pénibilité. L'objectif des négociations de conventions collectives est de parvenir à un accord acceptable pour les deux parties. En Allemagne, selon une longue tradition, les syndicats et les organisations patronales se considèrent davantage comme des partenaires que comme des ennemis. Comme ils collaborent aussi en dehors des négociations de conventions collectives, on les appelle les partenaires sociaux. Par exemple, ils sont partenaires dans la gestion autonome des assurances sociales. Les conflits sociaux, au cours desquels on recourt à des moyens qui mettent l'autre partenaire de négociation sous pression, sont relativement rares. Les travailleurs syndiqués ont le droit de grève. S'ils arrêtent le travail, les entreprises peuvent réagir en empêchant les autres travailleurs d'accéder à leur poste de travail et en leur refusant leur salaire (le « lock-out »).

L'autonomie des partenaires sociaux évolue

Le système des conventions collectives s'est affaibli parce que tant les syndicats que les organisations patronales perdent des membres. Un travailleur sur cinq seulement est syndiqué. En 2018, 49 % des travailleurs à l'ouest et 35 % des travailleurs à l'est de l'Allemagne étaient soumis à une convention collective. En 1996, ils étaient encore 70 % à l'ouest et 56 % à l'est. À l'époque

comme aujourd'hui, le taux d'adoption de conventions collectives différait par région, secteur et taille des entreprises. Tandis que les travailleurs de l'administration publique et des grandes entreprises sont particulièrement nombreux à être rémunérés selon une convention collective, c'est nettement moins le cas dans les petites entreprises.

Salaire minimum

Depuis 2015, il existe en Allemagne un seuil inférieur des salaires fixé par la loi, le salaire minimum légal général. Il doit permettre à un travailleur à temps plein faiblement rémunéré de subvenir à ses besoins. Parallèlement, le salaire minimum renforce la sécurité sociale puisque les cotisations aux assurances sociales augmentent lorsque les salaires sont plus élevés. Des exceptions s'appliquent à

quelques catégories de travailleurs, comme les stagiaires. En 2020, le salaire minimum horaire a été porté de 9,19 euros à 9,35 euros. De plus, à partir de 2020, une rémunération minimale de 515 euros par mois est prévue pour les apprentis au cours de leur première année d'apprentissage. Ce montant devrait augmenter à chaque fois de 100 euros pendant la deuxième et la troisième année d'apprentissage.

La représentation des jeunes et des apprentis

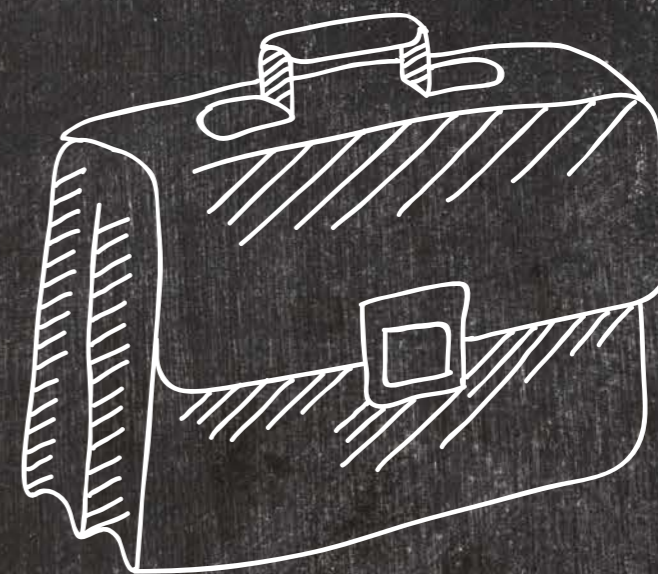


Les jeunes et les apprentis ont droit à leur propre représentation afin de défendre leurs intérêts dans l'entreprise. En cas de problème, leur représentation est leur premier point de contact. Les délégués élus veillent au respect des lois, conventions collectives et accords d'entreprise pertinents pour les jeunes dans la pratique. Ils donnent aussi des informations sur l'actualité de l'entreprise et soumettent les suggestions des apprentis au comité d'entreprise. En l'absence de représentation des jeunes et des apprentis, de comité d'entreprise ou de comité du personnel, ils peuvent s'adresser aux syndicats, aux conseillers à la formation ou aux comités de médiation de la chambre des métiers ou ceux de la chambre de commerce et d'industrie compétente pour leur entreprise.

Pour les personnes souffrant d'un handicap, les possibilités de vivre et de travailler de façon autonome ne cessent d'augmenter, en particulier grâce à la technologie et aux process du travail numérique. Par exemple, l'entreprise logistique KNV à Erfurt mise sur les smartphones et les montres connectées pour simplifier la compréhension entre ses collaborateurs entendants et sourds. Les membres sourds de l'équipe se servent d'une application *Messenger* installée sur ces appareils pour communiquer. Dans certains cas, un interprète en langue des signes intervient pour que tout le monde se comprenne bien.

L'objectif est que les travailleurs handicapés et non handicapés se rencontrent « d'égal à égal » au sein des équipes, comme l'explique l'entreprise dans un communiqué.

Que ce soit sur le lieu de travail, à l'école ou pendant les études, pour se déplacer dans les lieux publics, faire du sport ou en famille : afin d'éviter toute exclusion pour cause de handicap, il faut encourager la participation des personnes handicapées et instaurer une volonté commune de la société. Le portail internet « einfach-teilhabe.de » donne de plus amples informations à ce sujet.



Vivre et travailler avec un handicap



Vivre et travailler avec un handicap

L'autodétermination pour tous

« Nul ne doit être discriminé en raison de son handicap. »

Cette phrase a été ajoutée en 1994 à l'article 3 de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne. De plus, diverses lois et mesures visent à diminuer les inégalités de traitement. L'objectif est de permettre aux personnes atteintes de handicap de vivre de façon autodéterminée. L'Allemagne a été l'un des premiers pays à signer la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées en 2009.



L'inclusion comme objectif international

La Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) s'engage pour l'élimination de la discrimination envers les personnes handicapées. À cette fin, elle exige une inclusion totale, autrement dit la participation égalitaire de tous à la société. 180 États membres des Nations unies l'ont entre-temps signée.

Au cœur de la vie

Différents obstacles peuvent réduire les possibilités des personnes souffrant de problèmes de santé de longue durée de vivre et de travailler de façon aussi autonome que les autres. Ces obstacles sont aussi appelés des barrières. Il y en a dans les bâtiments et les moyens de transport. Les sites internet aussi peuvent comporter des barrières, comme l'impossibilité de les consulter pour les personnes aveugles. Les préjugés peuvent également devenir des obstacles, par exemple lorsque les responsables du personnel pensent que les personnes handicapées ne travaillent pas bien. C'est pourquoi

il est important d'éliminer ces barrières afin que les personnes atteintes de handicaps physiques, psychiques, mentaux ou sensoriels puissent tout naturellement être présentes partout. Cette présence passive et active dans toutes les situations de la vie s'appelle la « participation. »

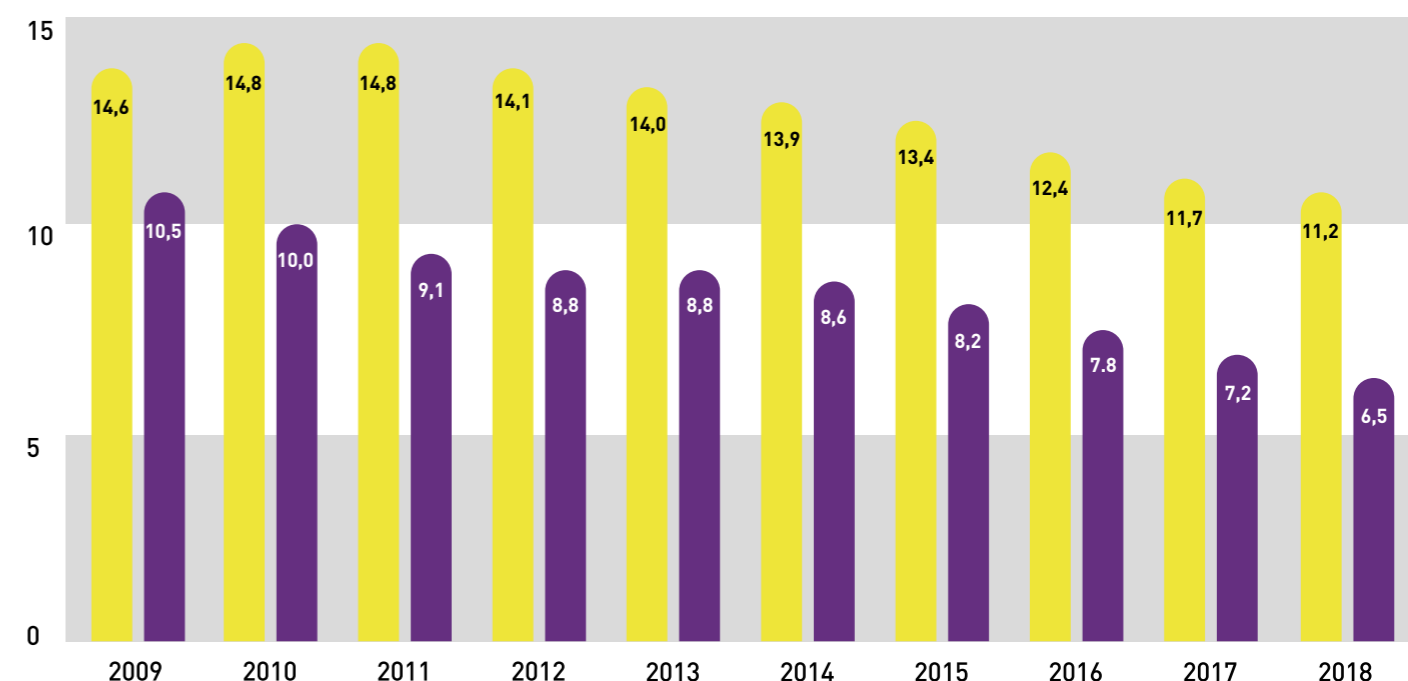
Si nécessaire, les personnes handicapées peuvent bénéficier d'aides matérielles ou financières pour faciliter leur participation. Qu'il s'agisse d'une transformation de leur logement, d'un chien d'assistance ou de l'équipement de leur lieu de travail, l'important est que l'aide soit ciblée et permette de

vivre en toute autonomie. À cet égard, les personnes handicapées peuvent s'organiser selon leurs besoins grâce au « budget personnel » mis en place à cet effet. L'Allemagne compte quelque huit millions de personnes atteintes d'un handicap grave, soit environ 10 % de la population. On parle de handicap grave lorsque l'autorité compétente estime qu'une personne souffre de difficultés particulièrement importantes pour participer à la société. L'origine de ces difficultés réside généralement dans des maladies qui apparaissent au cours de la vie. Le handicap grave n'est congénital que dans 3 % des cas.

Opportunités d'emploi inégales

Comparaison des taux de chômage entre personnes gravement handicapées et personnes valides sur la base de valeurs de référence* limitées, indications en pourcentage.

■ Personnes gravement handicapées ■ Personnes valides



*Valeur de référence : salariés, fonctionnaires et chômeurs soumis aux cotisations de la Sécurité sociale. Les travailleurs indépendants et ceux effectuant des petits boulots ne sont pas pris en compte.

Source : Agence fédérale pour l'emploi : Le marché du travail pour les personnes handicapées, statistiques annuelles de 2019

Le lieu de travail doit convenir

Sur les 3,1 millions de personnes lourdement handicapées âgées de 15 à 65 ans, la moitié environ exerce une profession. À titre de comparaison, sur l'ensemble de la population, ce chiffre est de trois personnes sur quatre. Le taux d'emploi des personnes atteintes d'un handicap grave est donc inférieur à celui de la population totale. Cependant, ces dernières années, diverses possibilités d'aide destinées aux employeurs et aux travailleurs ont permis d'augmenter le nombre d'actifs lourdement handicapés. Par exemple, il est possible d'adapter les conditions de travail aux besoins des travailleurs au moyen d'équipements techniques ou en

aménageant les horaires et l'organisation du travail. On peut ainsi répartir les tâches dans une équipe de manière à ce que chacun puisse contribuer selon ses compétences. La plupart des actifs lourdement handicapés travaillent sur le marché du travail général. Parmi eux, deux tiers environ travaillent dans des entreprises privées et un tiers dans les services publics. En fin de scolarité, les jeunes handicapés peuvent aussi bénéficier de différentes aides, si nécessaire, pour pouvoir mener à bien une formation professionnelle ou des études.

« Beaucoup ne me voient pas comme une personne à part entière »



Drees Ringert (né en 1988), responsable de l'inclusion, a travaillé pour la première fois au Festival Open Air de Wacken en 2008. En 2019, avec 75 000 entrées vendues, le festival de heavy metal organisé dans le Schleswig-Holstein affichait complet pour la 13ème fois d'affilée.

Drees, tu n'es pas seulement responsable du sponsoring chez l'organisateur du festival de heavy metal, mais aussi de l'inclusion et tu ne quittes pas non plus ton fauteuil roulant. Comment en es-tu arrivé là ?
J'ai été engagé au service du sponsoring en 2015. Après l'accident de la route qui m'est arrivé quelques mois plus

tard, je ne pouvais toutefois plus venir à bout de mes tâches seul dans le temps imparti. C'est pourquoi nous avons désormais une équipe qui s'occupe de nos sponsors. La fonction de responsable de l'inclusion est née au fil du temps étant donné que, de par mon handicap, je suis devenu très attentif aux barrières de toute nature. C'est en quelque sorte mon deuxième job dans l'entreprise.

Est-ce que tu sens qu'il y a une différence dans la manière dont les partenaires commerciaux t'ont traité avant et après ton accident ?

Je n'ai pas tellement senti de différence au travail. La plupart des contacts initiaux se font par e-mail ou par téléphone de sorte que les gens ne savent même pas que je suis en chaise. Et par après, cela ne joue plus aucun rôle. Ce n'est pas la même chose au quotidien. Il faut plus souvent s'imposer pour se faire respecter. Beaucoup ne me voient pas comme une personne à part entière. Il faut tout le temps montrer sa détermination.

En plus de toi, le Festival Open Air de Wacken emploie de nombreuses autres personnes handicapées. Pourquoi ?

Chez nous, l'inclusion n'est pas un mal nécessaire, mais un sujet qui nous tient à cœur. Cela concerne d'une part le fait que nous voulons permettre à tous les fans de participer à nos événements. D'autre part, nous voulons aussi permettre à tous ceux qui le veulent et le peuvent de travailler pour nous.

Quelles tâches tes collègues handicapés assument-ils ?

Ils travaillent par exemple au service d'envoi des tickets ou dans l'entrepôt, où il y a toujours des colis à emballer. En outre, nous employons aussi beaucoup de personnes handicapées pendant le festival. Elles veillent à la propreté des sites du festival et du village de Wacken.

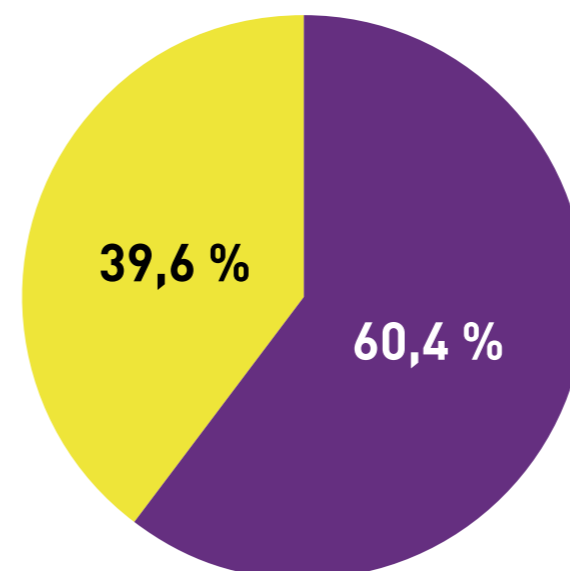
Obligation des entreprises

Les entreprises comptant un minimum de 20 postes de travail sont légalement obligées de pourvoir au moins 5 % de ces postes avec des personnes lourdement handicapées. Si elles ne respectent pas ou pas totalement cette obligation d'emploi, elles doivent payer une taxe compensatoire pour chaque poste obligatoire non pourvu. Le législateur entend ainsi promouvoir l'intégration sur le marché du travail. Quelques associations représentatives des personnes handicapées et syndicats estiment la taxe trop faible. Elles jugent que les entreprises peuvent trop facilement s'affranchir de leur obligation d'employer des personnes handicapées.

La représentation des personnes lourdement handicapées défend les intérêts de ces salariés dans l'entreprise et veille à ce que les employeurs respectent leurs obligations légales. Elles contrôlent par exemple le respect de l'obligation d'emploi. Les employeurs désignent des responsables de l'inclusion qui les aident dans leurs tâches. En revanche, ce sont les salariés lourdement handicapés qui élisent directement leurs représentants.

La majorité doit payer

- 39,6 % des employeurs ne doivent pas payer de taxe compensatoire
- 60,4 % des employeurs ont dû la payer



Total : 164 631 employeurs soumis à l'obligation d'emploi en Allemagne en 2017.

Source : Agence fédérale pour l'emploi (avril 2019)

De l'atelier protégé au marché du travail

Selon la gravité et la nature de leur handicap, tous ne peuvent pas directement envisager d'accéder au marché du travail général. Quelque 330 000 personnes travaillent dans des ateliers protégés.



Christiane Pollerberg, directrice du service de l'intégration du Centre thérapeutique et pédagogique de Krefeld, district de Viersen :

« L'intégration doit être bien préparée. »

Mon travail consiste à faire en sorte que les personnes souffrant d'un handicap mental, physique ou psychique et qui travaillent dans nos ateliers protégés accèdent au marché du travail normal. J'y parviens en principe plus souvent qu'il y a encore quelques années. Le cliché selon lequel, une fois qu'on entrait dans un atelier protégé, on y restait, a longtemps perduré mais n'est désormais plus vrai. Beaucoup des emplois procurés se trouvent dans l'industrie, l'artisanat et les services. L'intégration à une entreprise doit être bien préparée, par exemple par des discussions entre les travailleurs et les employeurs. Les exigences du poste doivent absolument correspondre aux aptitudes des collaborateurs. En outre, nous continuons à suivre les personnes qui sont passées par nos ateliers

Lorsque l'on entend le mot « social », on parle toujours de communauté et de la cohabitation des personnes au sein de l'État et de la société. Ce mot inclut aussi l'attention pour l'intérêt général et la protection des plus faibles. Tels sont du moins les termes utilisés par le dictionnaire Duden pour décrire cet adjectif. Outre la « justice sociale », la « sécurité sociale » est un autre volet de l'État social en Allemagne.

Autrement dit, en cas de maladie, d'accident, de perte d'autonomie, de chômage et de vieillesse, la société aide indirectement les personnes au travers des assurances invalidité/vieillesse, maladie et dépendance, chômage et accidents. Par ce régime d'assurances, l'État social s'est donné pour but de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de garantir une société digne, au développement de laquelle chacun peut participer.



Sécurité sociale et État social



Le principe de l'État social

Sécurité et justice dans l'État social

L'Allemagne est un État social, ce qui signifie que sa politique et sa législation ont pour but de veiller à la sécurité et à la justice sociales.

Sécurité sociale	Justice sociale
<p>La sécurité sociale obligatoire protège les actifs et leur famille contre les principaux risques inhérents à la vie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chômage • Maladie • Dépendance • Accident • Vieillesse 	<p>Toutes les personnes doivent avoir les mêmes opportunités de participer à la vie sociale.</p>
<p>Les personnes qui ne travaillent pas ou gagnent trop peu pour vivre reçoivent en général des prestations sociales financées par les recettes fiscales. Par exemple : revenu minimum et aide sociale, allocations familiales et parentales (📖 p. 30).</p>	<p>Comme l'éducation est une condition importante, l'État finance les crèches, les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. L'inclusion des personnes handicapées est également encouragée.</p>
	<p>Les écarts de revenus et de richesse ne doivent pas trop se creuser dans la société. Des prestations sociales financées par les impôts permettent dès lors aussi aux personnes plus pauvres de participer à la vie de la société.</p>

Fondements légaux de la sécurité et de la justice sociales

Ce que dit la loi

« La République fédérale d'Allemagne est un État fédéral démocratique et social. »

« L'ordre constitutionnel des Länder doit être conforme aux principes d'un État de droit républicain, démocratique et social, au sens de la présente Loi fondamentale. »

Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne, articles 20 et 28






« L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible. »

« Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, [...]. »

Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, articles 29 et 22, Charte des droits de l'Homme des Nations unies

La Sécurité sociale en un coup d'œil

Les cinq piliers de la Sécurité sociale

 <p>L'ASSURANCE MALADIE existe depuis : 1883</p> <p>Cotisations en 2019 : 14,6 % du salaire brut</p> <p>Cotisations supplémentaires en 2019 : 0,9 % en moyenne</p> <p>Part à la charge des salariés : 7,3 % + 0,45 % (cotisation supplémentaire)</p> <p>Plus d'informations en p. 38</p>	 <p>L'ASSURANCE ACCIDENTS existe depuis : 1884</p> <p>Cotisations en 2019 : variables selon l'organisme</p> <p>Part à la charge des salariés : 0 %</p> <p>Plus d'informations en p. 37</p>	 <p>L'ASSURANCE INVALIDITÉ/ VIEILLESSE existe depuis : 1889</p> <p>Cotisations en 2019 : 18,6 % du salaire brut</p> <p>Part à la charge des salariés : 9,3 %</p> <p>Plus d'informations en p. 36</p>	 <p>L'ASSURANCE CHÔMAGE existe depuis : 1927</p> <p>Cotisations en 2019 : 2,5 % du salaire brut</p> <p>Part à la charge des salariés : 1,25 %</p> <p>Plus d'informations en p. 32</p>	 <p>L'ASSURANCE DÉPENDANCE existe depuis : 1995</p> <p>Cotisations en 2019 : 3,05 % du salaire brut ou 3,3 % pour les personnes sans enfant (supplément pour absence d'enfant)</p> <p>Part à la charge des salariés : 1,525 % ou 1,775 % (personnes sans enfant)</p> <p>Plus d'informations en p. 38</p> <p>Remarque : La Saxe applique des règles particulières.</p>
--	---	---	--	--

Les principes de la Sécurité sociale

1. Obligation de s'affilier

La loi stipule que qui est assujéti à la Sécurité sociale et bénéficie ainsi de la protection de ce régime. Celui qui occupe un emploi fixe ou effectue une formation est le plus souvent automatiquement concerné. En Allemagne, environ 90 % de la population y sont ainsi assujettis. En revanche, les travailleurs indépendants doivent en général s'occuper eux-mêmes de leur couverture. Les autres exceptions sont les militaires, les juges et les fonctionnaires qui sont employés dans les administrations fédérales, régionales et communales et qui perçoivent dès lors leurs prestations directement via les impôts et non par des cotisations.

2. Financement des cotisations

Les salariés et les employeurs paient les prestations de sécurité sociale sous la forme de cotisations. Le montant est déterminé en fonction du salaire brut.

3. Solidarité

Toutes les personnes qui paient des cotisations sont couvertes par la Sécurité sociale, que leur contribution financière soit élevée ou modeste. Cela crée un équilibre entre les personnes en bonne santé et malades, les actifs et les chômeurs, les jeunes et les vieux, les célibataires et les familles.

4. Équivalence

L'équivalence est synonyme d'égalité : le montant des prestations dépend des cotisations payées antérieurement. Ce principe s'applique à la retraite, aux allocations chômage, à l'assurance accident et aux revenus de remplacement, comme les indemnités de maladie.

5. Autonomie

Les organismes de Sécurité sociale exercent toutes les tâches de gestion de manière indépendante. L'État assume une fonction de contrôle. Les élections sociales permettent aux affiliés d'avoir une influence sur la composition des organes de gestion autonomes.

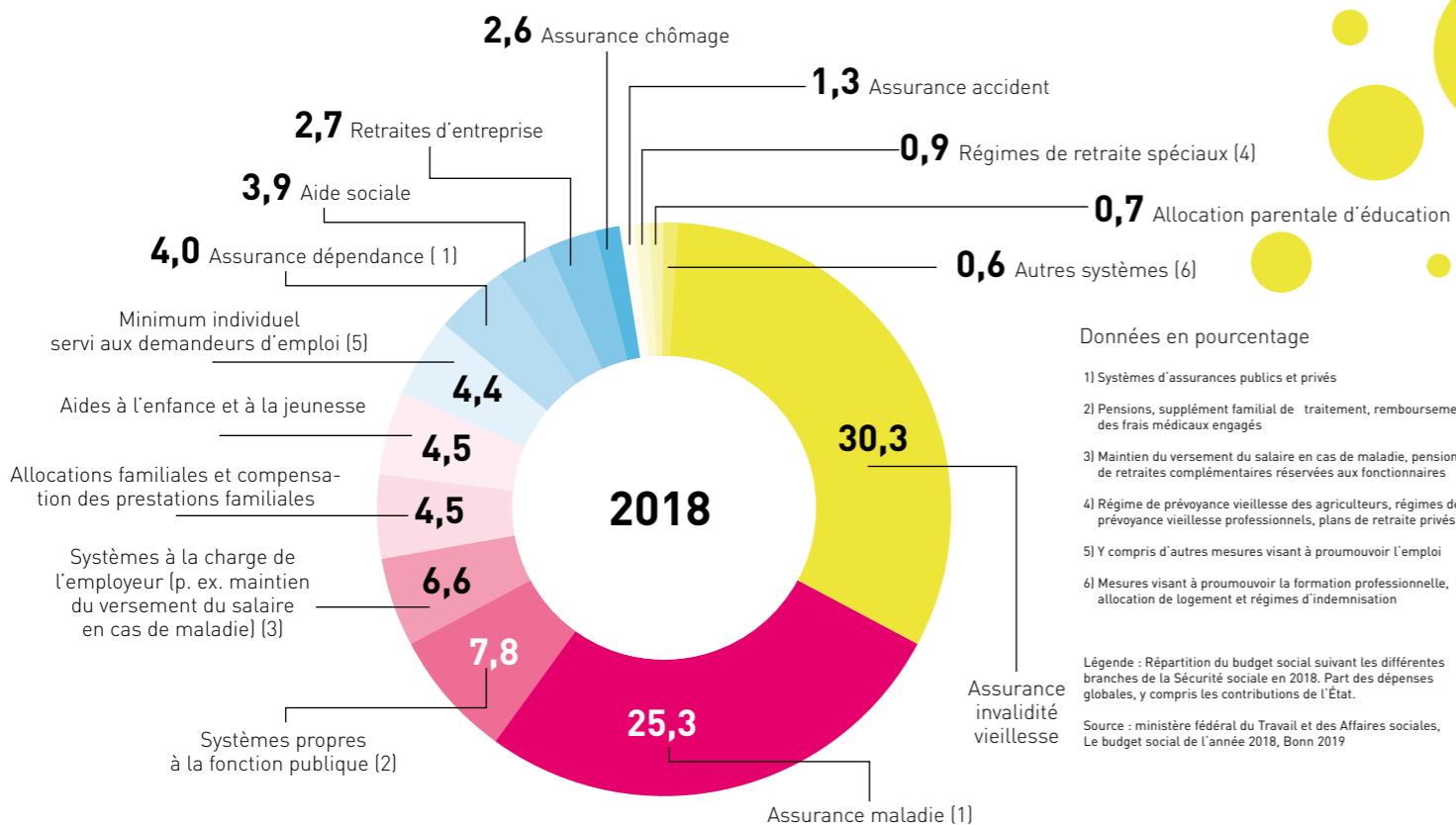
Financement de l'État social

Que coûte la Sécurité sociale ?

La Loi fondamentale charge l'État de veiller à la sécurité et à la justice sociales. Les assurances sociales obligatoires ont pour objectif de protéger financièrement les personnes en situation de vie difficile si elles perdent leur emploi, tombent malades, ont un accident ou ne peuvent plus travailler en raison de leur âge et ont besoin de

soins. L'État soutient en outre les personnes exposées au risque de pauvreté ainsi que les familles avec enfants par le biais de prestations d'aide et de prévoyance telles que les aides au logement, les allocations familiales ou parentales ou l'aide sociale. Le gouvernement fédéral publie chaque année les dépenses sociales de

l'Allemagne. En 2018, la Sécurité sociale a versé des prestations pour quelque 599 milliards d'euros, comme indiqué dans le budget social. En outre, les prestations d'aide et de prévoyance se sont élevées à plus de 188 milliards d'euros. En tout, 996 milliards d'euros ont été dépensés en prestations sociales en 2018.



Données en pourcentage

- 1) Systèmes d'assurances publics et privés
- 2) Pensions, supplément familial de traitement, remboursement des frais médicaux engagés
- 3) Maintien du versement du salaire en cas de maladie, pensions de retraites complémentaires réservées aux fonctionnaires
- 4) Régime de prévoyance vieillesse des agriculteurs, régimes de prévoyance vieillesse professionnels, plans de retraite privés
- 5) Y compris d'autres mesures visant à promouvoir l'emploi
- 6) Mesures visant à promouvoir la formation professionnelle, allocation de logement et régimes d'indemnisation

Légende : Répartition du budget social suivant les différentes branches de la Sécurité sociale en 2018. Part des dépenses globales, y compris les contributions de l'État.

Source : ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, Le budget social de l'année 2018, Bonn 2019

Le compte est bon ?

Le financement de l'État social peut changer. Il repose sur quatre questions fondamentales : combien de personnes paient des cotisations ? Combien ont droit à des prestations ? Qui devrait payer les prestations ? Et pour quel montant ? La loi précise qui peut obtenir de l'argent au titre des régimes de sécurité sociale et des fonds d'assistance : seul celui qui a cotisé peut bénéficier de prestations dans le cadre des régimes de sécurité sociale. Les personnes dans le besoin ont droit aux prestations d'aide et de prévoyance si elles remplissent certaines conditions.

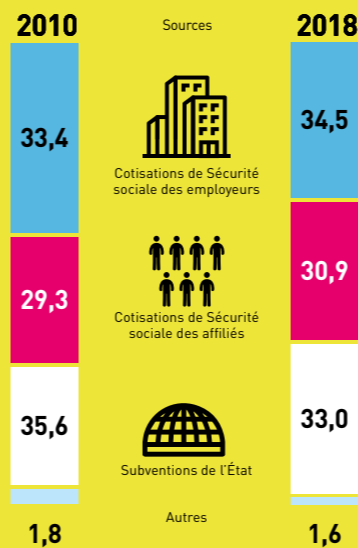
Un exemple : si ses ressources personnelles et celles de sa famille sont si faibles qu'une personne ne peut pas subvenir elle-même à ses besoins, l'État intervient. Dans une société vieillissante ou en période de crise économique, la donne change : moins de cotisants font face à davantage de bénéficiaires des prestations sociales. Pour que le système continue à fonctionner, le législateur (Bundestag et Bundesrat) a trois possibilités :

1. augmenter les cotisations des assurés sociaux ;
2. réduire les prestations des bénéficiaires, qui doivent alors assumer davantage de coûts eux-mêmes ou prendre des assurances privées complémentaires ;
3. utiliser les impôts pour subventionner le système de sécurité sociale.

Inversement, lorsque les recettes sont supérieures aux dépenses, le législateur peut diminuer les cotisations, augmenter les prestations ou réduire les subventions financées par les impôts.

D'où provient l'argent ?

Financement de l'État social
Parts en pourcentage



Chiffres estimés et arrondis, les écarts par rapport au total de 100 % sont dus aux arrondis.

Source : Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, 2019 : Budget social de 2018

L'État social tire ses revenus de deux sources : les cotisations et les impôts. Les assurances sociales sont majoritairement financées par les cotisations payées par les salariés et les employeurs. L'assurance accident, payée par les seuls salariés, constitue une exception. En revanche, les prestations d'aide et de prévoyance sont financées par les impôts que tous les citoyens doivent payer à l'État.

En l'absence de « vrai choix »

Lors des élections sociales, il arrive d'attribuer des mandats sans véritable élection. On parle alors d'« élection sans vote » (ou de « vote par défaut »), ce qui arrive lorsque les candidats sont aussi nombreux que les mandats à distribuer ou qu'une seule liste se présente.

Organismes de sécurité sociale

L'État reste en dehors

Qu'il s'agisse des assurances obligatoires maladie, retraite ou accident, les organismes de sécurité sociale sont autonomes et seulement contrôlés par l'État, comme le veut le principe d'autonomie. Cette gestion autonome est exercée par les affiliés et les employeurs, autrement dit par les cotisants.

Ce que dit la loi

Élections des organes de gouvernance de la Sécurité sociale

« Les élections sont libres et à bulletin secret ; le principe de la représentation proportionnelle s'applique. »

Code social allemand, Livre IV, article 45

Les affiliés ont une voix

Qui veut participer aux décisions des organismes de sécurité sociale doit se présenter aux élections : les élections des organes de gouvernance de la Sécurité sociale - en abrégé : les élections sociales - ont lieu tous les six ans. L'idée est que les personnes concernées, à savoir généralement les affiliés et les employeurs, puissent s'impliquer dans les décisions par l'intermédiaire de représentants. Les élections sociales sont ainsi le pilier de la démocratie en matière de sécurité sociale.

- les conseils d'administration des caisses d'assurance-maladie obligatoire ;
- les assemblées représentatives de l'assurance accident obligatoire ;
- et les assemblées représentatives de l'assurance retraite obligatoire.

30,4 %

Tel a été le taux de participation en 2017. À titre de comparaison, 61,4 % des électeurs ont participé aux élections européennes de 2019 en Allemagne.

50,9 millions de personnes

ont pu prendre part aux décisions en 2017 en Allemagne en votant par correspondance. Seules les élections au Bundestag et au Parlement européen concernent plus d'électeurs.

Qui peut voter ?

Tous les cotisants dès 16 ans. Des exceptions s'appliquent par exemple à la caisse d'assurance-maladie pour les étudiants à charge en ce qui concerne l'assurance familiale.

Qui peut être élu ?

Lors des élections sociales, les cotisants élisent les membres des organes de gouvernance de la Sécurité sociale, à savoir :

En général, ce sont les syndicats ou d'autres associations de travailleurs poursuivant des objectifs de politique sociale qui se présentent sur les listes pour les affiliés. Les affiliés peuvent toutefois aussi se regrouper et se présenter sur des listes dites libres. Les journaux des membres et les sites internet des organismes de sécurité sociale donnent des informations sur les candidats et leurs programmes. Les listes elles-mêmes font aussi de la publicité autour des élections sociales et décrivent leurs projets et leurs candidats. Les meetings électoraux tels qu'organisés lors d'élections politiques sont néanmoins peu courants.

Arbeitsagentur

Chômage et assurance chômage

Sans travail, mais pas sans ressources

« Quand le chef nous a annoncé qu'il devait fermer l'entreprise, cela nous a fait un sacré choc. Heureusement, mon collègue savait qu'on pouvait demander de l'aide à l'Agence pour l'emploi avant même d'être au chômage. Une bonne partie de mes frais de déplacement pour me rendre aux entretiens d'embauche ont été pris en charge. Le cinquième entretien a été le bon, de sorte que je ne suis resté que six semaines en tout au chômage. »

Stefan, 33 ans, mécanicien automobile à Eschwege



Toutes les personnes sans emploi ne retrouvent pas aussi vite du travail que Stefan. En moyenne, en Allemagne, elles restent environ 37 semaines au chômage. Cette durée varie toutefois en fonction de l'âge et des qualifications. Selon les données de l'Agence fédérale pour l'emploi, elle n'a pas beaucoup changé depuis de nombreuses années.

En général, plus les personnes restent longtemps sans emploi, plus leur situation devient difficile. En effet, lorsqu'elles n'ont pas de possibilité de formation continue, elles finissent par perdre le contact avec le monde professionnel. De ce fait, il devient plus difficile de trouver un nouvel emploi. Beaucoup souffrent d'un stress émotionnel important : les ressources financières moindres ne sont pas les seules à entraîner des changements pénibles. Certaines personnes ont l'impression de ne rien valoir et d'être inutiles à la société. D'après des études médicales, les maladies psychiques, comme les dépressions, sont plus fréquentes chez les chômeurs que dans la population active.

L'État en première ligne

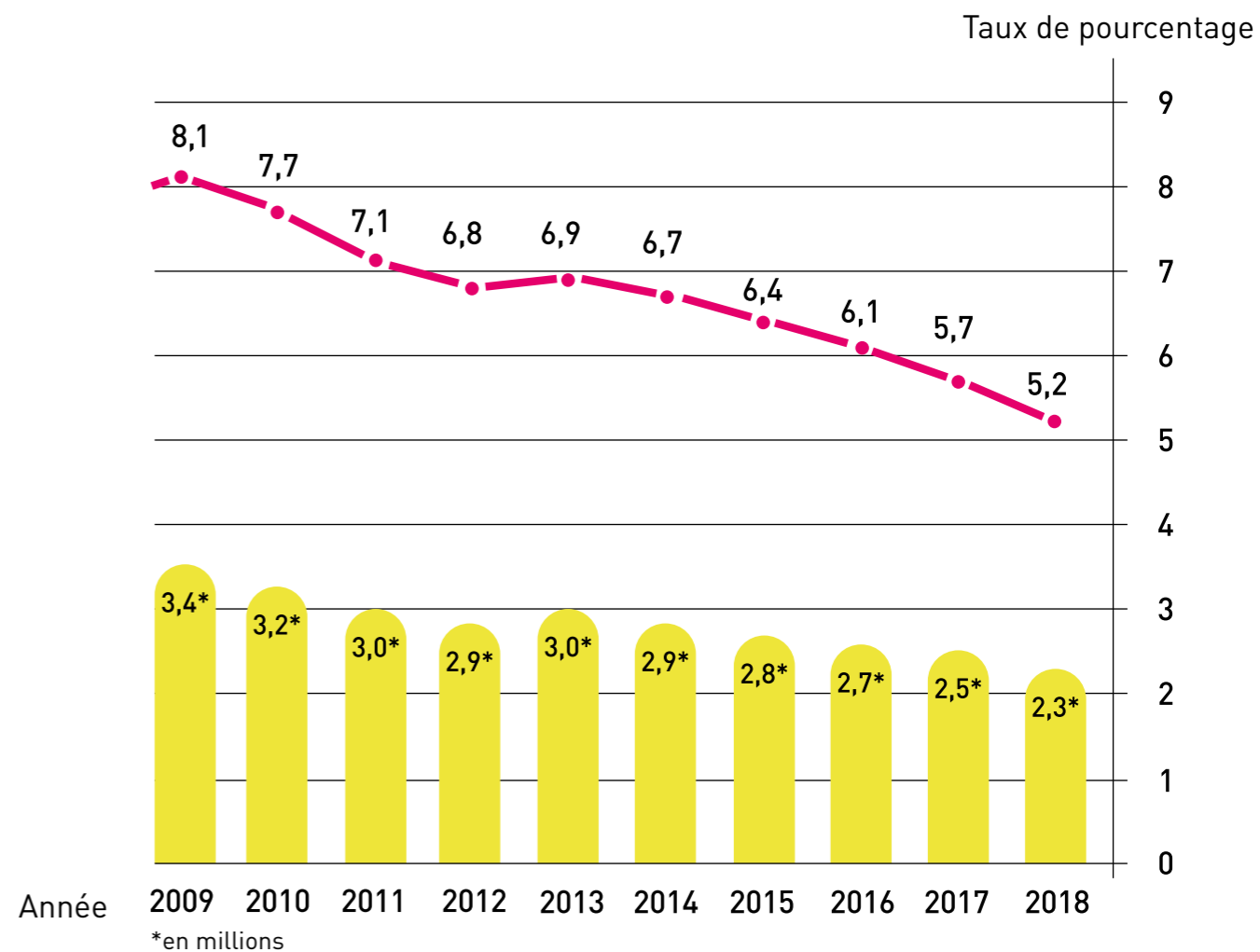
L'État social se porte au secours des salariés qui perdent leur emploi avec l'assurance chômage, qui protège financièrement les personnes touchées. La participation de celles-ci à la société est ainsi assurée. De plus, l'État les soutient au moyen de formations continues et de cours qualifiants afin d'augmenter leurs chances de retrouver du travail. En effet, la politique du marché du tra-

vail a pour but de veiller à l'équilibre : d'une part, les demandeurs d'emploi doivent occuper à nouveau au plus vite un emploi soumis aux cotisations sociales parce que les aides financières coûtent très cher à l'État. D'autre part, les entreprises doivent trouver suffisamment de main-d'œuvre pour couvrir leurs besoins et garantir la croissance économique. Ce n'est toutefois ja-

mais parfait : il y a des personnes sans emploi dans toutes les sociétés modernes, même en Allemagne. On ne peut pas l'éviter totalement. La société évolue en effet et certaines professions disparaissent, comme les mineurs au cours des dernières années. Le taux de chômage a néanmoins clairement reculé en Allemagne depuis quelques années et s'élève actuellement à environ 5 %.

Moins de personnes sans emploi

Chômeurs et taux de chômage, en chiffres absolus et en pourcentage de la population active civile totale de 2009 à 2018



Source : Agence fédérale pour l'emploi : Évolution du chômage dans le temps au premier trimestre 2019. Situation en mars 2019.

L'allocation chômage :

Allocation chômage : une aide de la Sécurité sociale

Les personnes qui perdent leur emploi reçoivent de l'argent de l'assurance chômage obligatoire. Cette aide est financée par les cotisations des travailleurs et des employeurs. Cependant, l'argent ne tombe pas automatiquement sur le compte. Celui qui veut toucher des allocations chômage doit s'inscrire sans tarder à l'Agence fédérale pour l'emploi et plus précisément trois mois avant la fin de son contrat de travail au plus tard.

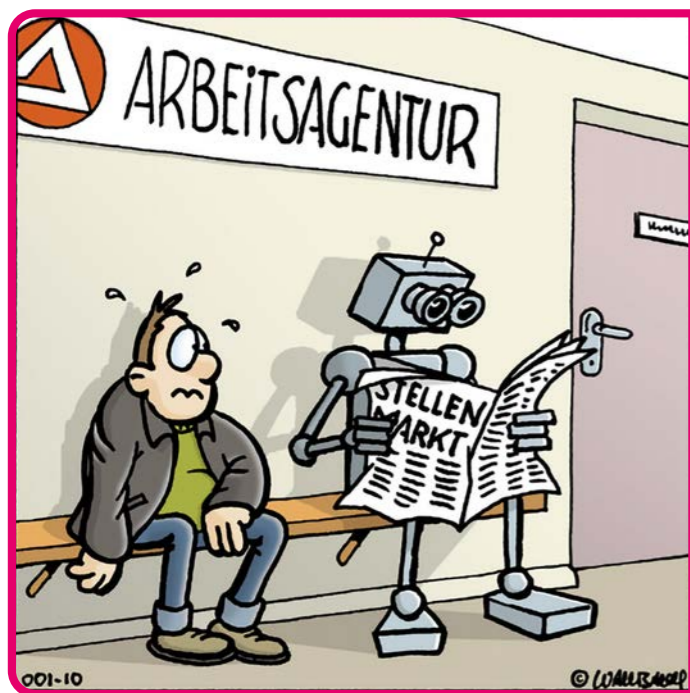
Celui qui perd son emploi touche, grâce aux allocations chômage, 60 % de son salaire net précédent ou 67 % s'il a des enfants. Les travailleurs indépendants qui ont préalablement cotisé volontairement peuvent également bénéficier d'allocations chômage.

La durée de versement des allocations dépend de l'âge et de la période pendant laquelle le travailleur a cotisé. Les chômeurs de moins de 50 ans peuvent toucher des allocations chômage durant tout au plus 12 mois. Pour les plus de 50 ans, cette durée augmente progressivement jusqu'à un maximum de 24 mois.

Allocation chômage II : revenu minimum financé par l'impôt

Celui qui reste au chômage plus longtemps et ne peut vivre de ses ressources personnelles a droit, à certaines conditions, à l'allocation chômage II. Contrairement à l'allocation chômage, le revenu minimum pour demandeur d'emploi (appelé familièrement « Hartz IV » en Allemagne) n'est pas financé par des cotisations, mais par les impôts. Son versement par l'État est précédé d'un contrôle des conditions de ressources. En effet, les personnes concernées doivent d'abord utiliser leurs propres moyens financiers pour subvenir à leurs besoins. Un certain montant est cependant préservé en fonction de l'âge du bénéficiaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les personnes isolées et les parents seuls perçoivent 432 euros par mois de revenu minimum. Les personnes mariées ou les concubins touchent 389 euros, les enfants et les jeunes 250 à 328 euros selon leur âge. Les frais de loyer, de chauffage et de l'assurance maladie et dépendance obligatoire sont également pris en charge. Il existe des aides mensuelles ou ponctuelles complémentaires pour les parents seuls et les femmes enceintes, par exemple de l'argent pour une poussette ou des vêtements.



Source : Oliver Wallbaum

Qui obtiendra le poste ?

Assurance vieillesse

Plus de retraités, moins d'enfants

Cette évolution a des conséquences considérables sur notre société. Notre espérance de vie s'allonge et nous passons plus de temps qu'avant à la retraite. Parallèlement, le taux de natalité est en chute libre depuis des décennies. Aujourd'hui,

selon les dernières projections démographiques de l'Office fédéral de la Statistique (variante 2), on compte 100 personnes en âge de travailler pour environ 36 personnes ayant atteint l'âge de la retraite. En 2050, ces

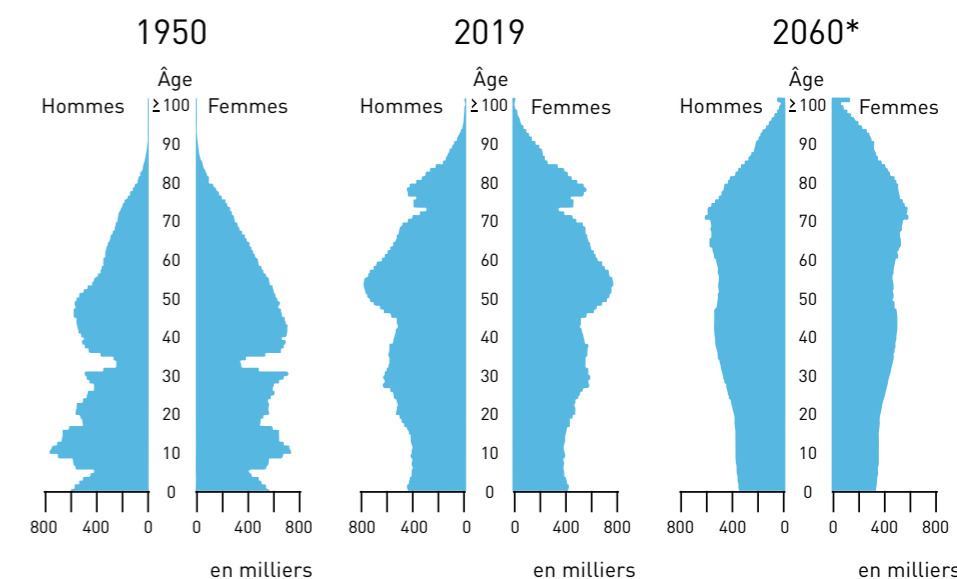
dernières seront au nombre de 54. Pour maîtriser la charge financière qui pèse sur les générations futures, les retraites ne peuvent pas augmenter autant que par le passé. L'âge de départ à la retraite a donc été repoussé.

Politique des retraites

En raison de l'évolution démographique, l'âge légal de départ à la retraite est passé progressivement de 65 à 67 ans depuis 2012. Cependant, les affiliés de longue durée ont la possibilité de prendre leur retraite anticipée à partir de 63 ans. En 2018, le pacte sur les retraites a garanti légalement le niveau des pensions et le taux de cotisation jusqu'à 2025. Il prévoit que le niveau des pensions ne passe pas sous les 48 % d'ici 2025 et que le taux de cotisation des travailleurs et des employeurs n'excède pas 20 %.

Compte tenu de l'évolution démographique, le financement de l'assurance retraite reste un défi majeur. La commission sur les retraites « Pacte fiable entre les générations » a été instituée afin de le stabiliser à long terme. D'ici mars 2020, elle formulera des recommandations relatives à l'assurance vieillesse en Allemagne pour l'après 2025.

L'Allemagne vieillit – pyramide des âges de la population en Allemagne



* Résultats de la 14^{ème} projection démographique coordonnée (base : 31/12/2018)
Source : Office fédéral de la Statistique (Destatis), 2019

Assurance retraite obligatoire

En Allemagne, les dépenses de l'assurance retraite obligatoire sont financées par les recettes actuelles. Ce système est appelé le système par répartition. Cela signifie que les cotisations des actifs servent à payer les retraites des générations plus âgées. C'est pour cela que l'on parle d'un pacte entre les générations. En plus des cotisations, l'assurance retraite obligatoire reçoit aussi des fonds considérables du budget fédéral.

Qui est assuré ?

Les salariés

En font également partie les apprentis, les coopérants, les personnes handicapées qui travaillent dans des ateliers protégés homologués, les volontaires du service militaire et les personnes qui effectuent un service volontaire. Même les personnes qui touchent pendant un certain temps des allocations chômage ou des indemnités maladie restent assurées.

Les aidants

Les personnes qui s'occupent de parents

dépendants et qui ne travaillent pas plus de 30 heures par semaine sont obligatoirement assurées. Les cotisations sont prises en charge par la caisse d'assurance dépendance. La règle est la suivante : les soins doivent durer au moins dix heures par semaine, réparties sur un minimum de deux jours.

Les éducateurs

Les mères et les pères sont obligatoirement assurés pendant qu'ils s'occupent de leurs enfants. L'État prend en charge leurs cotisations pendant maximum trois ans.

Les indépendants

Certaines catégories professionnelles comme les artisans indépendants, les artistes et les sages-femmes sont assurés obligatoirement conformément aux lois sociales. Tous les autres travailleurs indépendants peuvent s'assurer volontairement ou cotiser à l'assurance obligatoire à leur demande. À quelques exceptions près, les travailleurs indépendants paient eux-mêmes leurs cotisations.

Aperçu : les trois piliers de l'assurance vieillesse

L'assurance retraite obligatoire

Conçue essentiellement comme une assurance obligatoire, les cotisations s'élevant à 18,6 % du salaire brut sont réparties à parts égales entre les employeurs et les salariés pour les actifs assujettis à la sécurité sociale.

Les affiliés sont :

- les travailleurs salariés
- certains travailleurs indépendants
- certaines catégories de personnes, comme les aidants et les bénéficiaires de revenus de remplacement tels que les allocations chômage et les indemnités de maladie.

La retraite d'entreprise

Les cotisations peuvent être payées par les employeurs et/ou par les salariés. Elles sont gérées entre autres par les caisses et les fonds de pension.

La retraite privée

Retraite individuelle dont il faut payer les cotisations soi-même. Il existe plusieurs types de placement, en partie soutenus par l'État :

- l'assurance retraite privée
- les plans d'épargne bancaires et en fonds
- la propriété d'un logement à usage propre.

L'aide « Riester » apportée par l'État se présente sous deux formes : des subventions financières et des économies fiscales supplémentaires.

61,9 ans
Tel est l'âge moyen actuel auquel les hommes et les femmes touchent pour la première fois une retraite en Allemagne.



Les risques de la vie Vivre assuré

Lorsqu'il n'est plus possible de travailler

Pension pour diminution de la capacité de gain

Un accident ou une maladie grave survient : impossible de gagner sa vie lorsque l'on n'est plus en forme et performant. Dans ce cas, l'assurance retraite obligatoire intervient. En effet, cette aide n'est pas uniquement destinée aux personnes âgées, mais peut être accordée plus tôt en cas de nécessité. On appelle cette aide financière « pension pour diminution de la capacité de gain ». Le montant versé chaque mois sur le compte des personnes concernées dépend de la durée et du montant de leurs cotisations. Celui qui a gagné beaucoup et qui a été affilié pendant longtemps touche une pension plus élevée. Avant d'accorder la pension, on vérifie cependant si une activité professionnelle autre que celle pour laquelle la personne a été formée peut être envisagée. Dans ce cas, une reconversion peut aussi être financée, par exemple.

Assurance invalidité

Un jeune travailleur qui se retrouve en incapacité de travail n'a pas pu cotiser longtemps à l'assurance invalidité/vieillesse. Concrètement, cela signifie

que sa pension pour diminution de la capacité de gain sera modeste, voire trop basse pour en vivre. C'est pourquoi il est recommandé aux jeunes qui accèdent au marché du travail de souscrire à une assurance invalidité privée. Avant de conclure le contrat d'assurance, la compagnie pose des questions sur la santé. Plus l'assuré est jeune et en bonne santé, moins son assurance sera chère. Dès lors, il est intéressant de souscrire l'assurance le plus tôt possible et de préférence dès le début de la formation professionnelle. Les associations des consommateurs donnent des informations importantes à ce sujet et des conseils au sujet des différents contrats.

Assurance accident

Une protection sur le chemin de l'école, en classe et au travail : s'il arrive quelque chose au travail ou sur le chemin du travail, l'assurance accident obligatoire paie les éventuels soins médicaux. Si des séquelles à long terme rendent nécessaires des prestations pour continuer à participer au monde du travail (p. 38), l'assu-

rance accident prend aussi en charge les coûts correspondants. L'avantage pour les assurés : ils ne doivent rien déboursier, seuls les employeurs paient les cotisations. Les jeunes enfants dans les crèches, les écoliers et les étudiants sont automatiquement couverts par l'assurance accident de leur établissement d'enseignement.

Deux protections valent-elles mieux qu'une ?

Assurance vie, habitation, bris de glaces : en plus des assurances sociales obligatoires, les compagnies d'assurances offrent un large éventail d'autres garanties, notamment aux jeunes clients. Toutes ne valent cependant pas que l'on y investisse de l'argent. L'organisation faîtière de protection des consommateurs estime que seuls trois types d'assurances privées sont utiles pour les jeunes travailleurs : l'assurance responsabilité civile, l'assurance invalidité et l'assurance retraite privée (p. 36).

Nombre d'accidents en 2018*

421 600 en faisant du sport

308 810 en classe ou à la crèche

288 343 pendant la récréation

109 346 sur le chemin de l'école

Accidents à l'école et en chemin

*Ces statistiques concernent uniquement les accidents à déclaration obligatoire

Source : Assurance accident obligatoire allemande, statistiques des accidents en milieu scolaire 2018, Berlin 2019, situation en septembre 2019

Priorité à la réadaptation

En cas de maladie suivie d'incapacité de travail, les personnes concernées ne touchent pas immédiatement de retraite. Pour les encourager à réintégrer le monde du travail, elles bénéficient de mesures de réadaptation tant médicale que professionnelle. La réa-

daptation médicale consiste notamment à faire des séances de kinésithérapie ou à consulter un thérapeute. La réadaptation professionnelle, quant à elle, comprend toutes les « prestations permettant le retour à la vie active ». Il peut s'agir de reconversion,

de formation, de placement, ou toute autre mesure de réintégration. La réadaptation relève des assurances maladie, invalidité/vieillesse, accident et chômage. Les coûts incombant à chaque catégorie d'assurance varient au cas par cas.

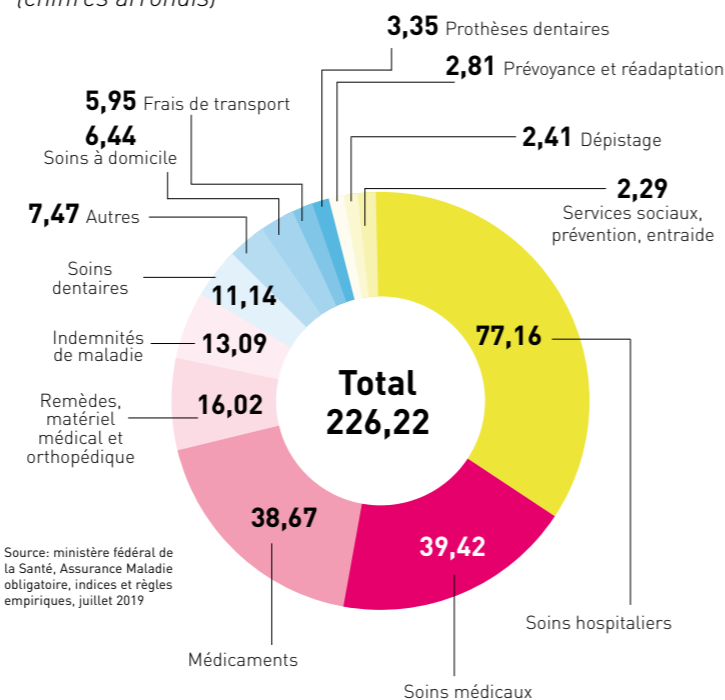
Lorsque des soins médicaux sont nécessaires

Les apprentis bénéficient d'une assurance maladie dès le premier jour de leur apprentissage. Cela signifie que les soins et visites médicales de contrôle sont pris en charge immédiatement. En cas d'incapacité de travail, salariés et apprentis recevront leur salaire durant six semaines, avant que les caisses de maladie ne prennent le relais. Elles versent une indemnité de maladie pour une période maximale de 78 semaines, soit 70 % du salaire brut (plafonné à 90 % du salaire net).

Le régime général d'assurance maladie constitue l'une des cinq branches du régime de prévoyance allemand instauré en 1883 par Bismarck. Il repose sur ce que l'on appelle le « principe de solidarité ». Les salariés ayant un revenu plus élevé versent des cotisations plus importantes que ceux ayant un revenu plus faible. En cas d'urgence, chacun est soigné de la même manière, peu importe le montant de ses cotisations. L'assurance maladie privée repose sur une autre logique. Elle s'adresse aux personnes ayant des revenus élevés, aux indépendants ainsi qu'aux fonctionnaires. Chacun cotise pour soi-même et le montant des cotisations dépend de l'état de santé de l'assuré et de ses souhaits en cas de traitement.

Ce qui est pris en charge par le régime général de l'assurance maladie

Prestations en milliards d'euros pour l'année 2018 (chiffres arrondis)



Source: ministère fédéral de la Santé, Assurance Maladie obligatoire, indices et règles empiriques, juillet 2019

Quand la dépendance surgit

En cas de dépendance, qu'elle soit due à l'âge ou à une maladie grave, l'assurance dépendance couvre en partie le coût de soins à domicile ou en établissement de santé. L'élément décisif est le degré de dépendance au quotidien de la personne concernée. Est-elle par exemple capable de prendre ses médicaments ou de se préparer un repas elle-même ?

Le service médical de l'assurance maladie est chargé d'évaluer les situations au cas par cas. Il leur attribue un degré de dépendance sur une échelle de 1 à 5, le degré 1 étant pour les personnes nécessitant peu de soins et le degré 5 signifiant

une dépendance totale. Le degré de dépendance de la personne, qu'elle soit soignée à domicile par des proches ou des services de soins à domicile, ou qu'elle soit dans un établissement de soins de santé - tout cela détermine le montant des allocations versées par la caisse d'assurance dépendance pour la prise en charge des soins. Il existe de nombreuses autres mesures d'accompagnement dont l'objectif est de soutenir et faciliter les soins à domicile.

Près de 3,7 millions de personnes ont bénéficié en 2018 de l'assurance dépendance, selon les chiffres du

ministère fédéral de la Santé. Face à une population vieillissante, la dépendance est plus que jamais d'actualité, alors même que le secteur souffre d'une pénurie de personnel. C'est pour cette raison que le gouvernement a lancé une action concertée avec les principaux organismes de soins à domicile afin de rendre la profession plus attractive. Concrètement, il s'agit de recruter plus de personnel soignant, de lui donner de plus grandes responsabilités, d'améliorer les perspectives de carrière ainsi que les conditions de travail, d'augmenter les salaires, et ce, déjà pendant la formation.

L'aide aux victimes - Le droit à la compensation sociale

Le droit à la compensation est mal connu du grand public car il ne concerne que peu de personnes. Y ont notamment droit les victimes d'un acte de violence ayant entraîné des dommages sur leur santé. Un acte de violence se définit comme une agression physique intentionnelle et répréhensible. Cela comprend également les délits sexuels et les agressions sexuelles envers les mineurs. Mais la compensation sociale s'applique également à d'autres catégories de personnes comme les personnes ayant eu des problèmes de santé à la suite d'une vaccination ou d'un emprisonnement en RDA.

Quelles sont les prestations existantes ? Les personnes concernées reçoivent des prestations financières et des prestations en nature. Si le préjudice est durable, des retraites peuvent être versées. Elles comprennent également les soins médicaux, y compris la réadaptation et les soins de dépendance dans les cas les plus graves. Si une victime a besoin d'aide pour reprendre son activité, elle peut bénéficier de mesures dites participatives. Le but est d'arriver

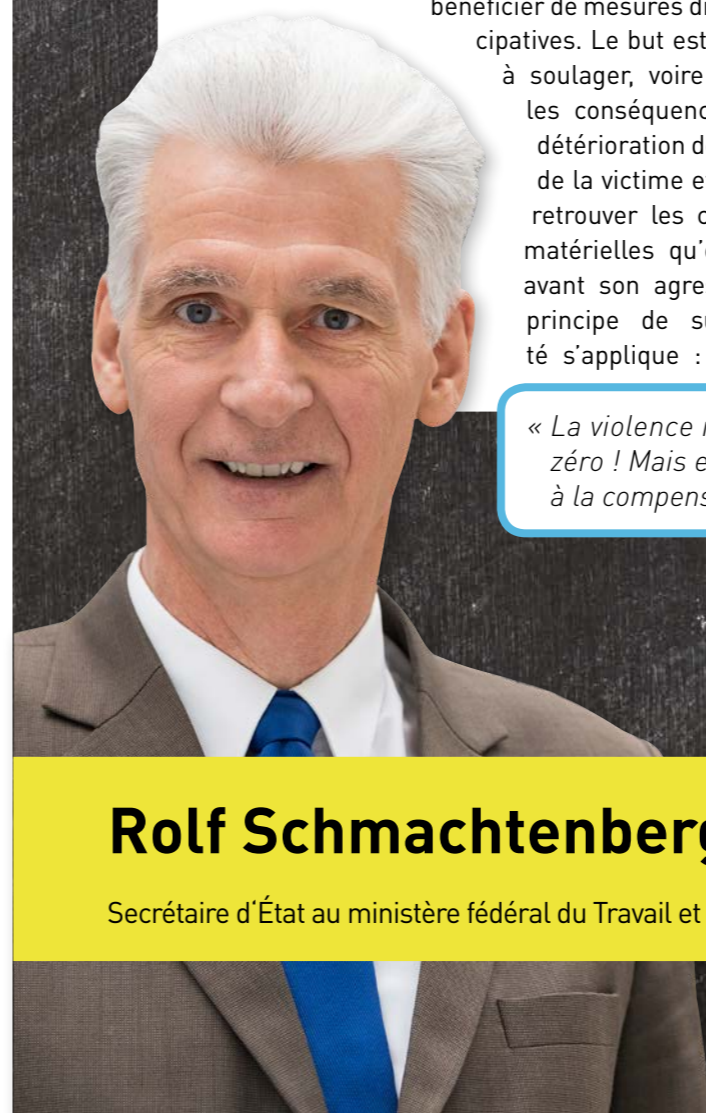
à soulager, voire éliminer les conséquences de la détérioration de la santé de la victime et l'aider à retrouver les conditions matérielles qu'elle avait avant son agression. Le principe de subsidiarité s'applique : dans un

premier temps, un recours est exercé envers l'auteur de l'acte violent. Si le recours échoue et qu'aucune indemnisation n'est possible, alors la solidarité de la société prend le relais.

Exemple : Paula, une apprentie mécanicienne de 18 ans, se fait violemment agresser sur le chemin de la piscine. Elle se retrouve à terre et souffre de multiples fractures aux deux bras. Après plusieurs opérations, le diagnostic tombe : Paula ne pourra plus saisir d'objets ni porter de charges lourdes. Elle ne sera donc pas en mesure de terminer son apprentissage et doit se tourner vers une formation moins physique. Grâce au droit à la compensation sociale, Paula non seulement reçoit des prestations médicales et des mesures de réadaptation, mais elle se voit en plus verser une pension mensuelle de base définie en fonction de la nature de ses lésions. Elle peut en outre bénéficier de prestations de participation à la vie professionnelle ou de mesures de formation scolaire ou professionnelle, par exemple l'accès à une nouvelle formation ou une subvention pour ses études.

Réforme du droit à la compensation sociale : le gouvernement fédéral travaille actuellement à une vaste réforme de la loi sur la compensation sociale. À l'avenir, l'ensemble des prestations seront rassemblées dans un nouveau livre du Code social (Livre XIV). Les personnes éligibles pourront alors bénéficier de manière plus rapide et ciblée de prestations améliorées. Cette nouvelle législation entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

« La violence mérite une tolérance zéro ! Mais en cas de besoin, le droit à la compensation sociale existe. »



Rolf Schmachtenberg

Secrétaire d'État au ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales

Pauvreté et richesse

Répartition inégale des richesses et des revenus

Est-il possible que la pauvreté existe dans un pays comme l'Allemagne qui est pourtant un État social ? Oui, la pauvreté existe en Allemagne, mais sous une autre forme que dans les pays les plus pauvres du monde. Les Allemands ne souffrent pas de famine, ont accès à l'un des meilleurs systèmes de santé au monde, vivent globalement en sécurité. Leurs enfants reçoivent un enseignement scolaire gratuit et de qualité et ils peuvent bénéficier de prestations sociales à durée illimitée pour subvenir à leurs besoins. Des conditions qui ne vont pas forcément de soi dans d'autres pays, même au sein de l'Union européenne.

Pourtant, certaines personnes disposent d'un revenu nettement inférieur à la moyenne allemande. La pauvreté peut par exemple toucher les parents seuls qui subviennent entièrement aux besoins de la famille, les chômeurs de longue durée ou les travailleurs des secteurs à bas salaires. Ce risque est encore plus marqué pour les personnes peu qualifiées ou issues de l'immigration. Cela ne signifie pas qu'elles sont forcément pauvres, mais qu'elles présentent un risque plus élevé de l'être. De plus, les personnes aux revenus

modestes sont souvent en moins bonne santé et participent beaucoup moins aux processus politiques (manifestations, élections). Cela pose un véritable problème, car elles encourrent le risque d'être exclues de la société.

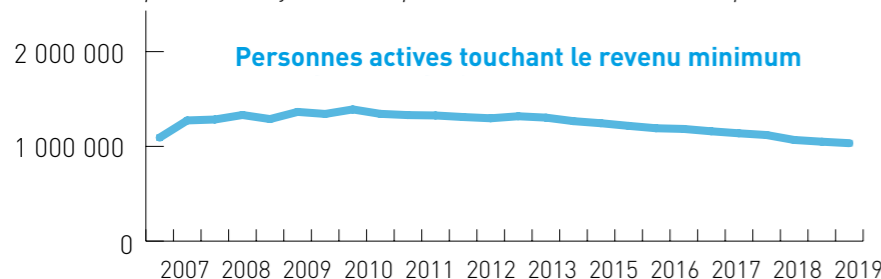
La pauvreté présente aussi de multiples facettes : elle se ne résume pas qu'à son expression monétaire, mais concerne plus largement les perspectives des individus. Or, en Allemagne, on fait encore le constat suivant : si les parents sont pauvres, les enfants le sont aussi. Et bien souvent, cette précarité perdure à l'âge adulte.

Le fossé entre pauvres et riches

En Allemagne, les revenus, mais surtout la richesse, sont répartis de manière très inégale. Selon les dernières études, 10 % des foyers les plus riches détiennent plus de la moitié de la richesse nationale. En revanche, la moitié des foyers ne possède au total qu'environ 1 % de la richesse nette (c.-à-d. la richesse moins l'endettement). Mais ces analyses sont contestables puisque les données relatives à la richesse ne sont pas systématiquement recensées.

Revenu minimum et emploi

Nombre de personnes ayant un emploi et touchant en même temps le revenu minimum (p. 34)



Source : statistiques de l'Agence fédérale pour l'emploi, revenu minimum pour les demandeurs d'emploi [Livre II du Code social] - graphique chronologique, données du mois d'août 2019

Fact-checking Le fossé continue-t-il à se creuser ?

Tout dépend de la période observée. Un exemple : en 1995, la part de la population située dans la catégorie des revenus les plus élevés était de 9 %. En 2008, cette part s'élevait à 13 %. Suite à la crise financière, à son apogée cette année-là, la part des hauts revenus a légèrement reculé par rapport au revenu total, pour s'établir à 11-12 %. Un pourcentage resté depuis globalement stable. Autre exemple : si l'on observe la répartition des revenus, la situation n'a globalement presque pas bougé depuis 2005. Mais selon les experts, c'est plutôt le signe d'une évolution négative : l'Allemagne a connu une longue période de prospérité économique et le fossé aurait dû se réduire. Pour une réponse catégorique, il faudrait comparer les richesses.

« Le jour de mon huitième anniversaire, j'ai constaté pour la première fois à quel point la pauvreté et le bonheur étaient étroitement liés. J'avais invité quelques amis, cinq seulement. On ne pouvait pas en inviter plus, car l'appartement était trop petit. On était là, dans la chambre, les affaires de mon frère remplissant à moitié la pièce. Il pleuvait, j'avais soufflé mes bougies et on avait mangé le gâteau. Ma mère a alors amené des marqueurs et des t-shirts blancs. On pouvait les découper et les décorer pour se faire un déguisement. Je trouvais que c'était une super idée. Mais mes amis faisaient de drôles de têtes. Pour son anniversaire, Tobi avait eu droit à une grande fête en plein air, avec barbecue et feu d'artifice. Et voilà que nous étions assis par terre, à dessiner sur des t-shirts blancs. J'ai compris pourquoi mes amis trouvaient cela ennuyeux. »

Benjamin Tienti, assistant social et auteur de livres pour enfants



Définitions : pauvreté et revenu

La pauvreté absolue désigne le fait de ne pas disposer du minimum indispensable pour survivre (pauvreté d'existence). Les personnes en situation de pauvreté absolue n'ont quasiment pas accès aux biens de première nécessité tels que la nourriture et l'eau potable. Extrêmement rare en Allemagne, ce phénomène touche principalement les pays en développement. La pauvreté absolue peut concerner les citoyens d'Allemagne uniquement s'ils ne font pas valoir leur droit aux prestations sociales. Selon la définition de la Banque mondiale, la pauvreté absolue concerne les personnes ayant moins de 1,90 dollars par jour pour vivre, soit environ 1,70 euros.

La pauvreté relative touche les personnes dont le niveau de vie est inférieur au niveau moyen d'une société. On parle de pauvreté monétaire relative lorsque le revenu est largement inférieur au revenu médian. Les personnes concernées par ce phénomène ont un accès restreint à la formation, aux services de santé et à la vie sociale. Dans les pays industrialisés, la pauvreté est généralement définie comme une pauvreté

relative.

Le revenu moyen est une valeur mathématique. C'est la somme de tous les revenus, divisée par le nombre total d'actifs.

Le revenu médian se situe exactement au milieu : le nombre de foyers à revenus élevés est égal à celui des foyers à faibles revenus. En Allemagne, une personne gagnant moins de 60 % du revenu médian est considérée comme menacée de pauvreté (seuil de risque de pauvreté).

Le taux de risque de pauvreté mesure la pauvreté relative. Il indique donc le pourcentage de la population qui dispose d'un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté.

Les personnes **en situation de grande précarité** ne peuvent pas se permettre d'acheter certains biens de consommation. Par exemple : se chauffer décentement, s'acheter une machine à laver, partir en vacances une fois par an ou payer son loyer.

Fact-checking Y a-t-il vraiment de plus en plus de personnes pauvres ?

Plusieurs réponses sont possibles. Selon les conclusions du cinquième Rapport sur la pauvreté et la richesse publié par le gouvernement fédéral, le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté a légèrement augmenté en Allemagne. En 2005, 14,7 % de la population était menacé de pauvreté. Onze ans plus tard, cette part s'élevait à 15,7 %, et à 15,8 % en 2017. Toutefois : cette augmentation est aussi liée à l'arrivée de nombreux réfugiés qui peuvent rencontrer des difficultés à trouver un premier emploi. Parallèlement, la proportion de personnes n'ayant pas accès aux biens de consommation majeurs n'a cessé de baisser. Par exemple, les personnes qui n'ont pas les moyens de partir en vacances, de s'acheter une voiture ou de manger à leur faim. Ce phénomène ne concerne plus qu'une infime partie de la population allemande. En moyenne, les gens peuvent s'offrir plus de choses que par le passé : depuis le milieu des années 90, les salaires moyens ont plus augmenté que le prix des biens de consommation. En revanche, si l'on ne prend que les 40 % du bas de l'échelle des revenus, on constate sur la même période que les salaires horaires ont baissé par rapport à l'inflation. De plus, le nombre de personnes à exercer un « mini-job » a augmenté. Conséquence : plus d'un million d'actifs dépendent des prestations de l'Agence pour l'emploi pour subvenir à leurs besoins.

Pauvreté et richesse en chiffres



Les 10 régions les plus pauvres d'Allemagne se situent dans l'ouest du pays. Le seuil de pauvreté est mesuré en termes de pouvoir d'achat, soit la capacité des habitants à consommer en fonction du revenu disponible.



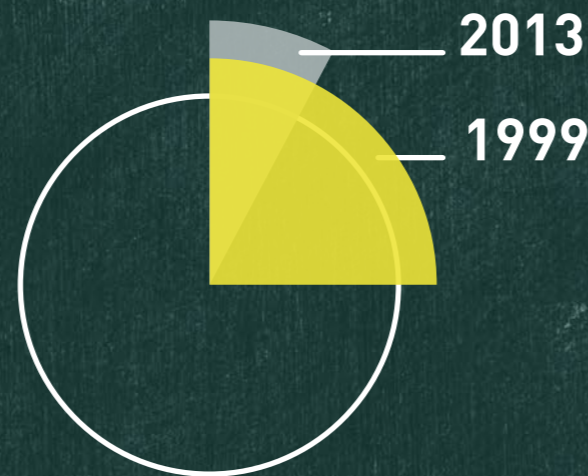
Pourcentage de citoyens allemands touchés par le dénuement matériel en 2013 : 5,4 %
 Pourcentage de citoyens allemands touchés par le dénuement matériel en 2017 : 3,4 %

Patrimoine net moyen (soit patrimoine moins endettement) d'un foyer dans l'ouest de l'Allemagne, pour l'année 2018 : **162 600 euros**
 Patrimoine net moyen (soit patrimoine moins endettement) d'un foyer dans l'est de l'Allemagne, pour l'année 2018 : **88 000 euros**

162 600 €
88 000 €



En 2013, environ 767 millions de personnes dans le monde vivaient dans la pauvreté absolue. En 1999, on en comptait 1,7 milliard.



Enfants scolarisés au lycée et dont les parents ont un faible niveau de formation, pour l'année 2015 : **14 %**



Enfants scolarisés au lycée et dont les parents ont un niveau d'éducation supérieur, pour l'année 2015 : **61 %**

En 2017, près d'un Bulgare sur trois, un Roumain et un Grec sur cinq se trouvait en situation de précarité.



Pourcentage de millionnaires en Allemagne (y compris par succession ou donation) : **67 %**



Montant ayant fait l'objet de successions ou de donations en Allemagne en 2018 : **84,7 milliards d'euros**
 Dont impôt prélevé par l'État : **6,7 milliards d'euros**



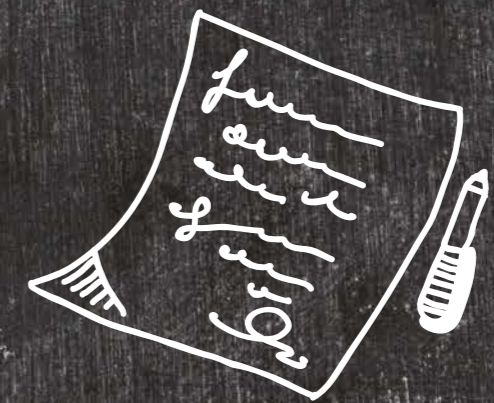
Un enfant sur cinq en Allemagne est menacé par la pauvreté.

En l'absence de transferts sociaux, 36% des mineurs seraient touchés !

Sources : Nations unies, Objectifs de développement durable, Rapport 2017, New York 2017. Institut der Deutschen Wirtschaft, Rapport 2019, données d'août 2019. Office fédéral de la Statistique, Enquête sur le budget des ménages (EVS), données d'avril 2019. Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, Rapport sur la richesse et la pauvreté (statistiques sur les revenus et conditions de vie dans l'UE, EU-SILC), données de juillet 2019. Eurostat, Communiqué de presse n° 159/2018 du 16 octobre 2018. Lauterbach, W., Ströing, M., Grabka, M. M. et Schröder, C. (2016) : HVID - Les grandes fortunes en Allemagne - Rapport final sur les résultats de l'enquête, Université de Potsdam. Office fédéral de la Statistique, Communiqué de presse n° 309 du 16 août 2019. Office fédéral de la Statistique, Communiqué de presse n° 312/16 du 8 septembre 2016, Micro recensement 2015.

Devenir juge ou chirurgien, faire des études en économie ou en communication - pour certains élèves, ces objectifs seront plus faciles à atteindre que pour d'autres. En effet, tous ne sont pas égaux face à l'éducation, généralement parce que leurs familles n'ont pas suffisamment d'argent pour leur payer des cours de soutien scolaire, acheter des livres ou encore les faire partir en séjour linguistique. Nombreux sont ceux à trouver ce constat injuste.

La question de la justice ne se limite pas au seul domaine de l'éducation. Elle concerne aussi le marché du travail, la politique sociale et la protection de l'environnement. Comment compenser les disparités et garantir l'égalité des chances ? Quelle place accorder aux efforts fournis et aux besoins particuliers de chacun ? Que faire pour ne pas vivre aujourd'hui aux frais des générations futures ? Toutes ces questions font débat et les opinions divergent.



Justice sociale

Justice sociale

Est-elle mesurable ?

Une chose est sûre : impossible d'aller travailler en étant malade. C'est vrai aujourd'hui comme c'était déjà le cas jadis. Pourtant, il y a 150 ans, en Allemagne, les personnes malades, âgées ou au chômage subissaient une double peine. À l'époque, maladie, perte d'emploi et vieillesse étaient synonymes de pauvreté et de misère. Il n'existait aucune couverture sociale, aucun accès universel aux soins, aucune protection en cas d'accident professionnel ni indemnités chômage. Toutes ces garanties, c'est l'instauration de l'État social moderne qui les a rendues possibles.

Un État social est un État qui protège ses citoyens. C'est la mission du

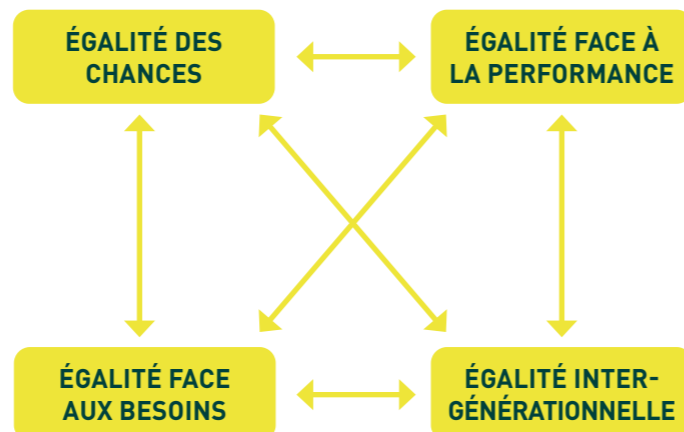
gouvernement et l'objectif de la législation. Les personnes en bonne santé aident celles à la santé fragile ; les jeunes aident les personnes âgées ; les travailleurs soutiennent les chômeurs. Ces filets de sécurité se manifestent par des actions concrètes, mais aussi sur le plan financier grâce à la Sécurité sociale. C'est ainsi que l'État vise à instaurer une justice sociale. Dans un État social, tout le monde doit avoir les mêmes conditions de vie et les mêmes opportunités. Mais avec une population de plus de 82 millions de personnes, ce n'est pas si simple à appliquer en Allemagne. C'est le fossé entre pauvres et riches (p. 40) qui fait l'objet des critiques les plus vives. Comme

souvent quand on répartit de l'argent entre différentes personnes, la question de la justice sociale se retrouve au cœur de la polémique. Comment le système fiscal peut-il redistribuer l'argent entre riches et moins riches de la manière la plus équitable qui soit ? Comment attribuer les différentes subventions en faveur de l'éducation ? Quels sont les droits des concitoyens étrangers en Allemagne ? Les réponses à ces questions sont complexes, tant la question sociale dépend des évolutions de la société. De plus, il n'existe aucun critère objectif pour mesurer réellement la justice sociale. Aujourd'hui, est juste, ce que nous considérons comme tel.

Le carré magique de la justice sociale

Irene Becker et Richard Hauser, tous deux chercheurs à l'université de Francfort, ont défini les quatre dimensions de la justice sociale.

Ces quatre dimensions sont interdépendantes et partiellement en conflit les unes avec les autres. Il s'agit d'objectifs qui ne peuvent pas être tous atteints simultanément. C'est la raison pour laquelle Becker et Hauser parlent d'un « carré magique ». Par exemple, dire que « chacun doit recevoir ce dont il a besoin pour vivre » (**égalité face aux besoins**) est en contradiction avec l'affirmation selon laquelle « ce qu'une personne reçoit dépend de son travail » (**égalité face à la performance**).



Quand on parle d'**égalité intergénérationnelle**, cela signifie qu'aucune génération ne doit être désavantagée par rapport à celle qui la précède ou la suit. Les citoyens, qu'ils soient jeunes ou vieux, doivent se partager équitablement les ressources, les charges et les obligations, et cela, dans des domaines aussi variés que la protection de l'environnement, l'assurance vieillesse ou les retraites (p. 36). L'égalité des chances signifie que chaque citoyen doit non seulement avoir la même chance de développer son potentiel, mais qu'il doit aussi jouir des mêmes droits, indépendamment

de ses origines, de son statut social, de son sexe, de son âge, d'un éventuel handicap ou de son niveau d'éducation. Dans les faits, tout le monde n'a pas les mêmes chances de réussite au départ. Le niveau d'éducation des parents ainsi que celui des écoles où sont scolarisés les enfants ont un impact majeur. Plus le niveau d'éducation des parents est faible, moins les enfants auront de chances d'aller au lycée. Et puisqu'un bas niveau d'éducation entraîne souvent un revenu plus faible et un risque accru de se retrouver au chômage, un cercle vicieux se crée, la situation financière des parents et les

possibilités d'éducation des enfants étant en effet interdépendantes. Un exemple : passer une année à l'étranger dans le cadre d'un échange scolaire pour apprendre une nouvelle langue et découvrir de nouvelles choses n'est pas donné à tout le monde. Selon une étude récente réalisée par le cabinet de conseil Weltweiser, à peine 16 000 élèves allemands ont pu participer à un tel programme et 82 % d'entre eux fréquentaient un lycée. Le cabinet de conclure : « l'échange scolaire est, de toute évidence, un phénomène typique des lycées ».

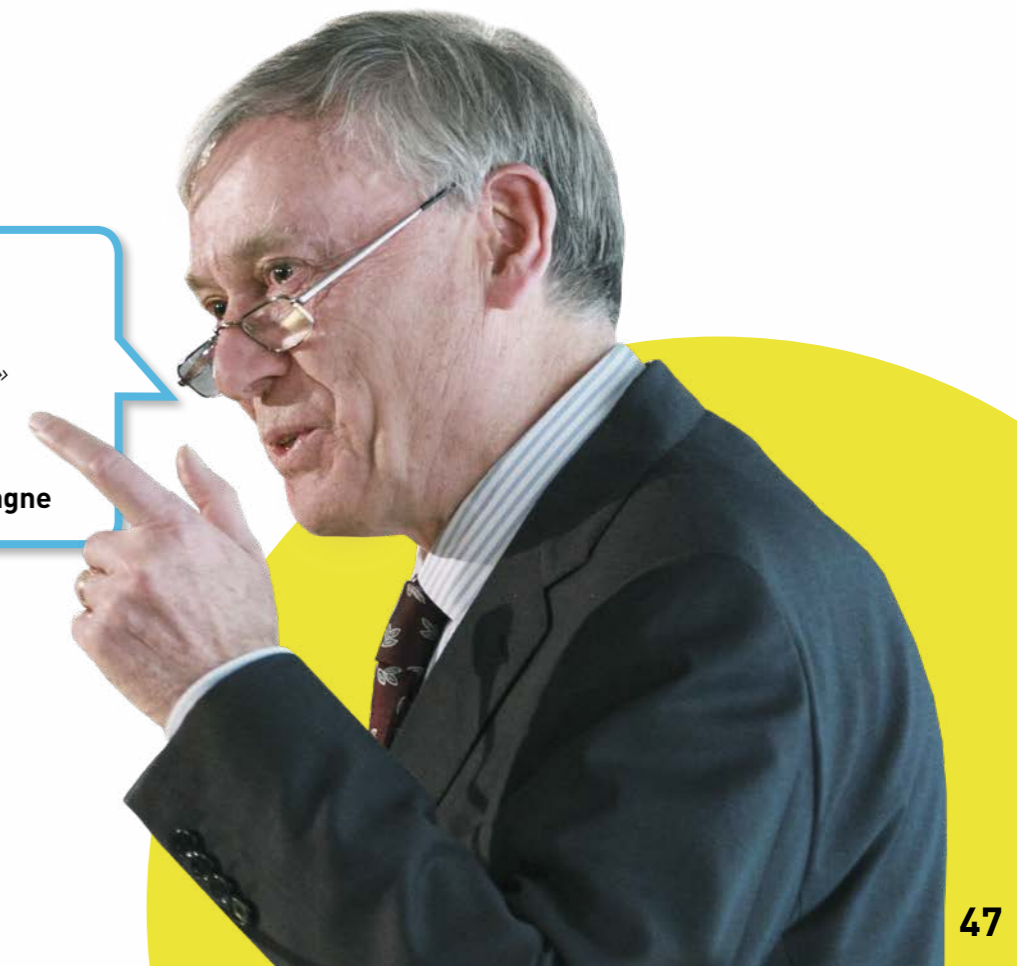
La législation au service d'une plus grande équité

L'État peut essayer d'intervenir pour réduire les disparités en matière d'accès à l'éducation et donner les mêmes chances de réussite à tous les enfants. Ainsi, grâce à la nouvelle loi soutenant les familles, les parents à faibles revenus pourront recevoir une aide supplémentaire pour leurs enfants, en plus des allocations familiales. Cette loi de 2019 (*Starke-Familien-Gesetz*) a également permis d'étoffer le paquet comprenant les allocations en matière d'éducation et de participation. Désormais, les enfants de familles modestes

peuvent avoir accès aux mêmes offres que ceux des familles plus aisées, notamment pour tout ce qui concerne le temps libre, la crèche ou l'école. Les familles éligibles peuvent notamment percevoir des aides supplémentaires pour inscrire leurs enfants dans un club de sport, les faire participer à des excursions (par exemple, un voyage de classe), acheter des fournitures scolaires ou suivre des cours de soutien. Les déjeuners à la crèche et à l'école ainsi que les transports scolaires sont, quant à eux, gratuits.

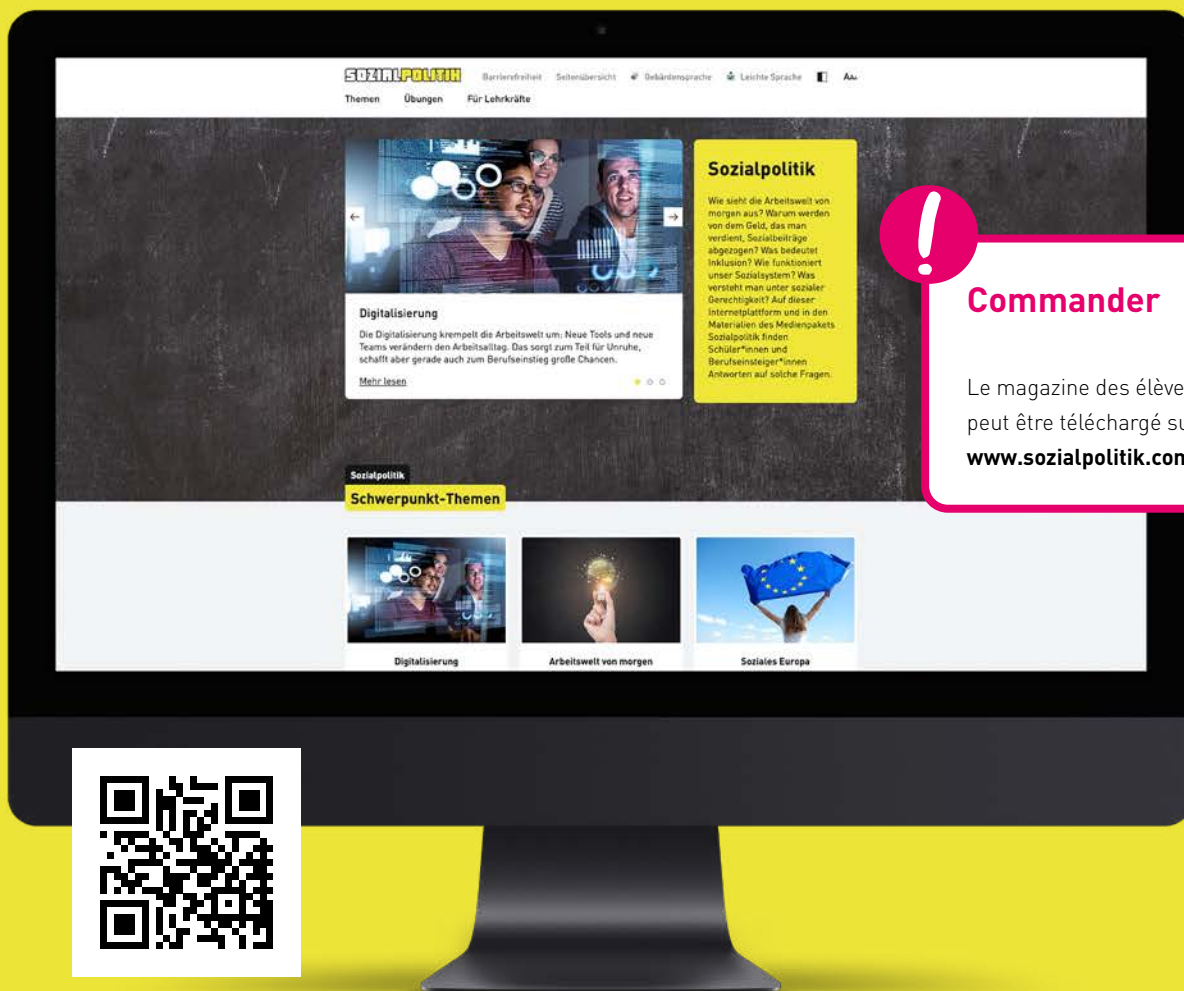
« Il est impératif de donner à chacun la possibilité de développer ses talents et de s'élever sur l'échelle sociale grâce à ses propres efforts. »

Horst Köhler,
ancien président fédéral de l'Allemagne



« Politique sociale », le magazine numérique

Retrouvez plus d'informations et de matériels sur la politique sociale ici : www.sozialpolitik.com. Des tests de connaissances, des feuilles de travail à utiliser en classe ainsi que du matériel pédagogique sont également disponibles.



Commander

Le magazine des élèves
peut être téléchargé sur
www.sozialpolitik.com.

www.sozialpolitik.com

Éditeur

Réalisé conjointement par le ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales et Klett MINT



Bundesministerium
für Arbeit und Soziales

